

PEAAD

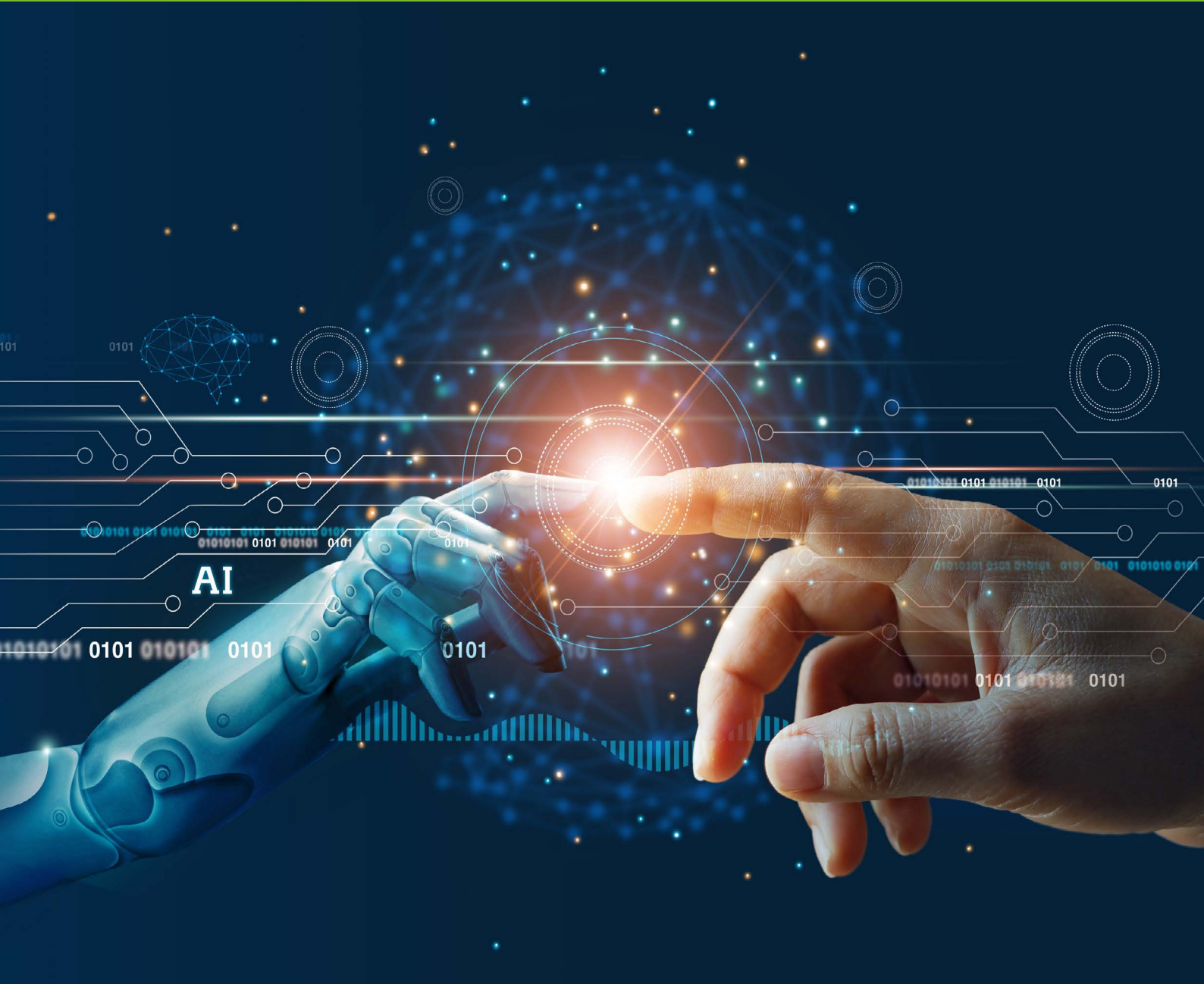
Bulletin



83 · juin 2023

Association des Anciens Députés au Parlement européen

www.formermembers.eu



Activités de l'AAD

Visite sous la
présidence de l'UE

Page 14



Focus

Jumeaux
numériques

Page 31

DANS CE NUMÉRO

03 Mot du président

04 Parlement européen au travail

ACTUALITÉ

06 Mise à l'honneur des femmes à l'occasion de la Journée de l'Europe (*Monica Baldi*)

07 La question du genre aux différents niveaux de démocratie parlementaire (*Julie Ward*)

08 Nous méritons une citoyenneté de paix (*María Izquierdo Rojo*)

09 L'Irlande marque ses 50 ans d'adhésion à l'UE par une exposition rendant hommage aux femmes parlementaires européennes (*Emer Costello*)

10 Dialogue politique relatif au projet MAGYC sur la gouvernance de l'UE en matière de migration (*Brigitte Ernst & Basak Yavcan*)

11 L'Union européenne et la guerre en Ukraine (*Michel Pinton*)

ACTIVITÉS DE L'AAD

13 Événements annuels de l'AAD

14 Visite sous la présidence de l'UE

20 Coopération avec l'IUE/HAEU

21 Réseau des anciens députés

22 PE au Campus

25 Critique de livre

DÉPÊCHES

26 Évènements à venir

26 Publications

26 Nouvelles des membres

26 Nouveaux membres

28 AAD au travail

IN MEMORIAM

29 In Memoriam

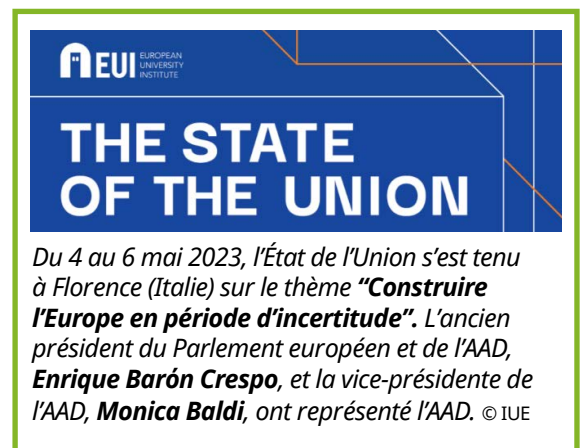
FOCUS

32 Observatoires numériques mondiaux (*Manuel Heitor & Teresa Riera Madurell*)

34 Les jumeaux numériques (*Prof. Ulises Cortes*)

36 L'intelligence artificielle au-delà du phénomène de mode (*Prof. Dr. Virginia Dignum*)

38 De grands jumeaux numériques inquiétants (*Prof. Helga Nowotny*)



Couverture: © Adobe Stock

APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison du long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

COMITÉ DE REDACTION

Monica BALDI
Jean-Pierre AUDY
Edward McMILLAN-SCOTT
Teresa RIERA MADURELL
Paul RÜBIG

PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK
Valerie RASKIN
Pilar RAMOS CARBONERO
Monica IBARRA MENDOZA
Isa-Marie MÉNART

CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu
Tel.+ 32(0)2 284 07 03
Fax.+32(0)2 284 09 89



MOT DU PRÉSIDENT

Cher Membre,

Comme vous le savez, le Bureau du Parlement européen a adopté une nouvelle décision sur les anciens Membres le 17 avril 2023, qui est entrée en vigueur le 1er mai dernier. Dorénavant, les anciens députés devront introduire une demande avant de se rendre sur les lieux du Parlement européen afin d'activer leur carte d'accès qui a été désormais désactivée. Je vous ai adressé une communication par email avec la nouvelle procédure détaillée. L'Association reste à vos côtés et vous soutient, il ne faut donc pas hésiter à contacter notre secrétariat si vous rencontrez le moindre problème. Nous continuerons à suivre cette situation de très près et maintenir un réel dialogue avec les autorités du Parlement européen et en premier lieu avec les questeurs Fabienne Keller et Christoph Hansen responsables des relations avec notre Association.

Lors de notre Assemblée générale qui a eu lieu le 4 mai 2023, à la suite de la démission de M. Pier Antonio Panzeri de l'Association en tant que membre du Conseil d'administration et de l'AAD, j'ai annoncé que le vote sur la proposition d'exclusion de M. Panzeri était devenu sans objet et a été annulé.

Je tiens à remercier tous mes collègues qui ont participé à l'assemblée générale annuelle de l'AAD et qui ont voté lors de l'élection du nouveau Conseil d'administration. Je tiens à saluer chaleureusement le membre nouvellement élu, Mme Godelieve Quisthoudt-Rowohl. Au nom du Conseil, je vous remercie de la confiance que vous nous avez témoignée. Je tenais également à remercier tous les membres qui étaient présents en ligne ou dans la salle pour leur participation active et leurs interventions pertinentes à cette assemblée. Nous restons à votre écoute.

L'AAD a toujours promu le dialogue politique. Ainsi, nous avons organisé une visite en Suède à l'occasion de la présidence suédoise du Conseil de l'UE, dont vous trouverez un rapport dans cette édition. Une délégation de

17 membres de l'AAD, conduite par moi-même, a participé au programme de deux jours élaboré avec le soutien du Bureau de liaison du PE à Stockholm. Nous tenons à remercier les membres suédois de l'AAD, Hadar Cars et Charlotte Cederschiöld, pour leur participation et pour leur aide précieuse dans la préparation de la visite. Un grand merci également aux autres membres de la délégation. Ce fût un réel succès.

Notre association a organisé ses événements annuels ces 3 et 4 mai derniers et ce fût une grande réussite grâce à nos orateurs et invités de très haute qualité, mais également grâce au travail acharné de notre secrétariat soutenu par le Conseil d'administration, je tenais particulièrement à les remercier. Par ailleurs, vous étiez nombreux à participer à notre service commémoratif annuel en l'honneur des ancien(ne)s député(e)s décédé(e) s. Nous y avons notamment honoré la mémoire de José-María Gil-Robles Gil-Delgado, ancien Président du Parlement et de notre Association respecté et aimé de tous. Nous nous souvenons de ses paroles : "Je suis très, très vieux maintenant, et depuis que j'ai commencé à rêver de l'UE à la fin des années 1940, je n'ai rien fait d'autre que d'imaginer et de construire son avenir du mieux que j'ai pu". Nous avons reçu des messages très positifs notamment des familles d'anciens députés décédés. De même, je vous suis très reconnaissant de votre participation au dîner-débat avec l'orateur invité le Commissaire européen à l'économie Paolo Gentiloni. Son discours intitulé « Des années de changement : l'Europe après la pandémie et la guerre en Ukraine » a été très apprécié de tous et a permis d'élaborer des échanges constructifs. Les enregistrements ainsi que toutes les photos de nos événements sont disponibles sur notre site internet.

Le 9 mai, nous avons célébré la Journée de l'Europe et le 73ème anniversaire de la déclaration Schuman. Tout le travail réalisé depuis cette date est remarquable. Alors que l'Union européenne est en train de vivre une

guerre à sa frontière et que certains de nos États-membres se sentent directement concernés et menacés, j'espère sincèrement que l'Union européenne continuera à renforcer son unité et garantir une paix à long terme, comme le voulait Robert Schuman à l'époque. L'Association a contribué à cette journée, entre autres, par des initiatives organisées dans le cadre de notre programme PE au Campus.

Nous avons prévu d'organiser d'autres événements de haute qualité avec notamment une grande conférence « L'Union européenne peut-elle tirer des leçons de son expérience ? » qui aura lieu à Florence le 16 juin prochain. Cet événement est une collaboration entre l'AAD, les Archives historiques de l'UE et l'agence nationale italienne Erasmus+ Indire.

Par ailleurs, l'AAD se réjouit de deux nouveaux événements Librorum en ligne qui auront lieu dans les prochains mois : le 6 juillet, Monsieur Martinez nous présentera son œuvre, et le 14 septembre, ce sera au tour de Madame Sauquillo.

De plus, le 1er juillet prochain, l'Espagne prendra la présidence tournante du Conseil de l'UE. Je suis impatient de conduire une délégation à Madrid à cette occasion en octobre prochain. Toutes les informations à ce sujet vous seront communiquées prochainement.

L'édition de ce bulletin est consacrée aux « jumeaux numériques ». Nous vivons à une époque où la technologie et la numérisation progressent à un niveau alarmant et ce concept est devenu en vogue. Vous trouverez dans cette édition des articles sur ce sujet écrits par des membres de l'AAD.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce numéro et je me réjouis de poursuivre nos échanges avec chacun d'entre vous lors de nos prochaines rencontres.

Meilleures salutations,

Dr. Klaus Hänsch

Dossiers clés

Règlement sur la sécurité générale des produits

(Session de mars - P9_TA(2023)0090)

En vertu de nouvelles règles, les produits vendus dans l'UE, que ce soit en ligne ou en magasin, répondront aux exigences de sécurité les plus strictes. Le nouveau règlement renforce les obligations des opérateurs économiques (les fabricants, les importateurs et les distributeurs), accroît les pouvoirs des autorités de surveillance du marché et introduit des obligations claires pour les fournisseurs de places de marché en ligne. Les produits en provenance de pays tiers ne pourront être mis sur le marché que s'il existe un opérateur économique établi dans l'UE qui est responsable de leur sécurité.

Renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes pour un même travail ou un travail de même valeur

(Session de mars - P9_TA(2023)0091)

Les entreprises de l'UE devront fournir des informations permettant aux employés de mieux comparer les rémunérations et de souligner les écarts de salaire entre hommes et femmes. Selon de nouvelles règles adoptées par le Parlement lors de la session, les outils de comparaison des niveaux de rémunération devront reposer sur des critères non genrés et inclure des systèmes d'évaluation et de classification des fonctions qui sont neutres du point de vue du genre. Les avis de vacance et les intitulés de postes devront également être neutres du point de vue du genre et les processus de recrutement menés de manière non discriminatoire.

Règlement sur les gaz fluorés

(Session de mars - P9_TA(2023)0092)

Le Parlement est prêt à négocier avec les gouvernements de l'UE sur la réduction des émissions de gaz fluorés, afin d'atteindre les objectifs climatiques européens et mondiaux. Les députés souhaitent une réduction progressive plus importante des hydrofluorocarbones (HFC) sur le marché européen à partir de 2039, avec une élimination complète de la production et de la consommation de HFC d'ici 2050 (annexe VII). Cet objectif permettrait d'aligner les règles actualisées sur l'objectif de neutralité climatique de l'UE à l'horizon 2050.

Révision du système d'échange de quotas d'émission de l'UE

(Session d'avril - P9_TA(2023)0098)

La réforme du système d'échange de quotas d'émission a été adoptée. Cette réforme accroît l'ambition du SEQE, car les émissions de GES dans les secteurs couverts par celui-ci doivent être réduites de 62% d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2005. Elle prévoit également l'élimination progressive des quotas gratuits aux entreprises de 2026 à 2034 et crée un nouveau SEQE II autonome, relatif au transport routier et aux bâtiments, qui fixera un prix sur les émissions de gaz à effet de serre de ces secteurs en 2027. Le Parlement a également décidé d'inclure, pour la première fois, les émissions de GES du secteur maritime dans le SEQE.

Règlement sur la déforestation

(Session d'avril - P9_TA(2023)0109)

Afin de lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité, les entreprises devront s'assurer que les marchandises vendues dans l'UE ne causent pas de déforestation. Même si aucun pays ou produit ne sera interdit, les entreprises ne seront autorisées à vendre leurs produits dans l'UE que si les fournisseurs publient une déclaration confirmant qu'ils ne proviennent pas de terres déboisées et n'ont pas causé la dégradation des forêts – y compris des forêts primaires qui sont irremplaçables – après le 31 décembre 2020.

Informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs (refonte)

(Session d'avril - P9_TA(2023)0118)

Les députés ont approuvé le premier texte législatif de l'UE pour tracer les transferts de crypto-actifs, comme les bitcoins et les jetons de monnaie électronique. La législation vise à garantir que les transferts de crypto-monnaie puissent toujours être tracés et les transactions suspectes bloquées, comme c'est déjà le cas pour toute autre opération financière. Les règles couvriront également les transactions supérieures à 1 000 euros effectuées à partir de portefeuilles dits auto-hébergés (le portefeuille de crypto-actifs d'un utilisateur privé) lorsqu'ils interagissent avec des portefeuilles hébergés gérés par des prestataires de services de crypto-actifs.

Dépénalisation universelle de l'homosexualité, à la lumière des événements récents en Ouganda

(Session d'avril - P9_TA(2023)0120)

Les députés dénoncent le projet de loi anti-LGBTIQ en Ouganda et appellent à la dépénalisation universelle de l'homosexualité et de l'identité transgenre. Le Parlement souligne que le projet de loi, qui prévoit la peine de mort, la réclusion à perpétuité ou jusqu'à 20 ans de prison pour des infractions "d'homosexualité" ou de sa "promotion", viole la Constitution ougandaise, ainsi que les obligations de l'Ouganda à l'égard de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et du droit international. Les députés s'inquiètent de l'impact potentiel du projet de loi sur la région, compte tenu de la tendance croissante à criminaliser les personnes LGBTIQ dans certaines régions d'Afrique, telles que le Ghana, le Niger et le Kenya.

Assistance macrofinancière à la Moldavie

(Session de mai - P9_TA(2023)0124)

Le PE a voté pour compléter l'aide macrofinancière à la Moldavie d'un montant de 145 millions d'euros, afin d'aider le pays à couvrir ses besoins de financement en 2023. Les députés ont approuvé la proposition de la Commission d'accorder au gouvernement moldave le soutien nécessaire pour stabiliser la situation économique du pays. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'économie moldave a ralenti et le climat économique incertain a affecté négativement l'investissement et le commerce dans le pays.

Accord d'association UE/Euratom/ Ukraine: libéralisation temporaire des échanges commerciaux

(Session de mai - P9_TA(2023)0125)

Le Parlement a voté la suspension des droits de douane de l'UE sur les exportations de produits agricoles ukrainiens pour une année supplémentaire afin de soutenir l'économie du pays. Les députés ont approuvé une proposition visant à renouveler pour une année supplémentaire la suspension des droits à l'importation, des droits antidumping et des restrictions sur les exportations ukrainiennes vers l'Union européenne, dans le contexte de la guerre d'agression menée par la Russie qui entrave la capacité de l'Ukraine à commercer avec le reste du monde.

Les autres principaux dossiers discutés lors des sessions plénières étaient:

14.03.23

Le **Président de la Lituanie**, Gitanas Nausėda, a exhorté l'UE à continuer à soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour la liberté et à garder ses portes ouvertes à la Moldavie, à la Géorgie et à l'Ukraine.

Il a partagé **l'expérience de son pays vers l'indépendance et le long chemin vers l'Europe**, qui ressemble d'une certaine manière à la lutte actuelle de l'Ukraine pour la liberté.

14.03.23

Les députés ont manifesté leur soutien aux **nouvelles règles sur l'accès et l'utilisation équitable des données industrielles**.

Le volume de données générées par les humains et les machines augmente de manière exponentielle et devient **un facteur critique pour l'innovation des entreprises et des pouvoirs publics**.

14.03.23

Le Parlement a adopté la révision du règlement sur la **répartition de l'effort**. Le texte prévoit des réductions annuelles contraignantes pour chaque État membre en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre (GES). Il régule aussi actuellement environ 60% de l'ensemble des émissions de l'UE.

16.03.23

Les députés sont prêts à négocier avec le Conseil sur le **portefeuille numérique européen**.

Le nouveau cadre d'identité numérique donnera aux citoyens un **accès numérique aux services publics essentiels dans toute l'UE**.

20.04.23

Le Parlement européen a adopté **trois résolutions sur le respect des droits humains en Russie, en Afghanistan et au Nigeria**.

La Russie doit libérer Vladimir Kara-Murza, Alexeï Navalny et tous les autres prisonniers politiques. Les autorités afghanes doivent rétablir **l'accès des femmes à l'éducation** et leur **participation à la vie publique**.

Le Nigeria doit **abolir les crimes de blasphème**.

09.05.23

Le Parlement a approuvé la **demande d'aide de l'Espagne au titre du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour les travailleurs déplacés (FEM)**.

Les députés ont reconnu que "la pandémie de COVID-19 et la guerre d'agression russe contre l'Ukraine ont réduit la compétitivité économique dans l'ensemble de l'Union, y compris en Espagne".

09.05.23

Le **chancelier allemand Olaf Scholz** a débattu avec les députés, appelant à **une Europe unie**, capable de changer pour garantir sa place dans le monde de demain.

Il a souligné que l'Europe avait une **responsabilité mondiale** au-delà de ses frontières, "parce que le **bien-être de l'Europe** ne peut être séparé du bien-être du reste du monde".

11.05.23

Le Parlement souligne que **la normalisation des relations entre Belgrade et Pristina** est une priorité et une condition préalable à l'adhésion des deux pays à l'Union européenne.

11.05.23

Les députés ont voté en faveur de la ratification de la Convention sur **la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes**, concluant ainsi le rôle du PE dans le processus.

Six ans après la signature par l'UE de **la Convention d'Istanbul**, elle ne l'a toujours pas ratifiée en raison du **refus de quelques États membres**.

11.05.23

Le Parlement européen a adopté **trois résolutions sur le respect des droits humains**.

Les autorités algériennes doivent aligner les lois limitant la liberté d'expression sur les normes internationales en matière de droits humains. **Viktar Babaryka et tous les prisonniers politiques au Bélarus doivent être libérés** et les conditions cruelles de détention abolies. **Le régime violent et illégitime de la junte militaire du Myanmar doit prendre fin** et le gouvernement civil doit être rétabli.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le site: <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>



MISE À L'HONNEUR DES FEMMES À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DE L'EUROPE

Le 9 mai dernier, Florence a célébré la Journée de l'Europe dans le cadre d'un événement intitulé «INTELLETTO DELLE DONNE» (Intelligence des femmes), qui a rencontré un franc succès. Cet événement s'est tenu dans les locaux du prestigieux Palazzo Guadagni Strozzi Sacratini sur la piazza Duomo, siège de la présidence de la Région de Toscane, et a été organisé par cette dernière, sous la direction du gouverneur Eugenio Giani, avec le soutien de Toscana delle Donne, Women20 Italia, Ars Pace et WIDIT (We Do It Together).

L'Association des anciens députés au Parlement européen a soutenu cet événement, auquel ont pris part, à mes côtés, d'éminents membres comme: l'ancien président du Parlement européen Enrique Barón Crespo, qui a déclaré que «l'émancipation de la femme est son intelligence naturelle», et la professeure Isabella De Martini, qui a souligné l'occasion de «repenser l'égalité des genres en fonction de paramètres non seulement intellectuels mais aussi physiques». L'événement a également accueilli une invitée de marque en la personne de Cristiana Muscardini.

En cette période historique, il a été jugé important de célébrer la Journée de l'Europe en mettant en exergue le rôle des femmes dans la société, la médecine, l'entrepreneuriat, les arts, la culture, le cinéma, la diplomatie culturelle, ainsi que dans les processus de paix et de médiation

internationale, comme l'ont reconnu les Nations unies. L'intelligence des femmes, qui s'appuie sur les connaissances acquises par des années d'éducation et d'expérience et qui se développe constamment, joue un rôle crucial dans la diplomatie culturelle, la croissance économique et le développement social, entre autres.

Les femmes, qui représentent la majorité de la population européenne, ont été les protagonistes de cette Journée de l'Europe. Les festivités ont débuté avec la conférence de Women20, au cours de laquelle les participants ont présenté des propositions à soumettre à la présidence indienne du G20. Cette conférence a également vu le lancement du «Global Gender Medicine Board» (Conseil mondial de la médecine de genre), coordonné par la professeure Flavia Franconi, sur la base de la «Charta de Florentia» de 2021. Lors de cette conférence, présidée par moi-même et coordonnée par le journaliste Luca Telese, les oratrices suivantes sont intervenues: Elvira Marasco, présidente de l'association AW20 Italia; Pam Rajput, de W20 India; Hardiani Uli Silalahi, présidente de W20 Indonesia; Viginia Littlejohn, cheffe de la délégation W20 Usa; Linda Laura Sabbadini, présidente de W20 Italia 2021 et grande figure de la médecine.

Ars Pace a célébré l'Europe avec une représentation qui a mis en évidence l'engagement de l'Union dans les relations

internationales et sa contribution au dialogue interculturel à travers la mise en œuvre de programmes comme Erasmus+, présenté dans le cadre de deux projets italo-espagnols: PEACEMUSIC, de Assisi Suono Sacro, et ETICDANCE, de Florence Dance Festival. La robe «EUROPA», créée par la styliste italo-allemande Regina SCHRECKER, a été présentée en avant-première. Cette œuvre d'art s'inscrit dans le projet «Arte e Moda dal Mondo. Donna Portatrice di Pace» (Art et mode du monde. Femme porteuse de paix), d'Antonella Ferrari, présidente de FEEL, association qui promeut l'art et la culture à travers des vêtements / ambassadeurs qui interprètent de manière originale le patrimoine identitaire des nations. Les femmes deviennent les tisseuses de relations, du dialogue et de la paix, ce qui est porté symboliquement sur le podium. Le point culminant a été le double hommage rendu par la Région de Toscane et Ars Pace au président de l'Institut universitaire européen, le professeur Renaud Dehousse, pour son activité très appréciée en tant que «Grande Civis Europae».

Une conférence sur le leadership des femmes, présidée par Cristina Manetti, cheffe de cabinet de la Région, s'est tenue dans l'après-midi, avec la participation de la vice-présidente de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen Lina Gálvez Muñoz, Cristina Acidini, Antonella Mansi, Lucia Aleotti, Alessandra Petrucci et Irene Senesi. Lady Monika Bacardi, Milly Carlucci, Greta Scarano et Cinzia Th Torrini ont ensuite participé à la présentation de la maison de production cinématographique WIDIT Italia, par la fondatrice, réalisatrice et productrice Chiara Tilesi, à qui a été décerné le «Pegaso delle Donne» (Pegasus des femmes). Pour finir, une projection spéciale du film «Tell It Like A Woman» est venue couronner la journée.

Monica Baldi
PPE-DE, Italie (1994-1999)
baldi.monica@email.it



Renaud Dehousse (Président de l'ITUE) récompensé à la fois par le Président de la Région Toscane et comme «Grande Civis Europae» par Ars Pace par la Vice-présidente de l'AAD Monica Baldi et l'ancien Président du PE et de l'AAD Enrique Barón Crespo, Florence le 9 mai 2023.

LA QUESTION DU GENRE AUX DIFFÉRENTS NIVEAUX DE DÉMOCRATIE PARLEMENTAIRE

En 2019, alors que j'étais encore députée britannique au Parlement européen, j'y ai organisé un événement pour un groupe de chercheurs venant de différentes universités européennes et participant au projet EUGenDem financé par le Conseil européen de la recherche (CER). Ce projet quinquennal avait pour objectif de fournir une analyse systématique des politiques et des pratiques genrées des groupes politiques du Parlement européen, et soulevait des questions essentielles au sujet des partis politiques à l'échelle européenne.

Les études et analyses réalisées au cours de ce projet ont donné lieu à plus de soixante-dix publications scientifiques disponibles sur le site internet du projet. Parmi les résultats figure la publication du tout premier corpus fiable composé d'observations des groupes politiques du Parlement par des spécialistes, sur la base de travaux de recherche originaux. La publication «European Parliament's Political Groups in Turbulent Times» (Les groupes politiques du Parlement européen dans des temps troublés) (2022) analyse, sous différents angles, la formation et les fonctions des groupes politiques, l'élaboration des politiques, l'euroscpticisme et le populisme, ainsi que les interactions avec des acteurs extérieurs. Au total, l'équipe du projet EUGenDem a constitué un ensemble de données composé de 140 entretiens avec des députés, des membres du personnel et le secrétariat général du Parlement, 193 pages d'observations ethnographiques (à l'issue de 55 jours, soit 440 heures sur le terrain), ainsi que de statuts, programmes et documents stratégiques des groupes politiques et du Parlement européen. EUGenDem a accordé une attention toute particulière aux pratiques formelles et informelles relatives au genre et à la diversité, et c'est dans ce contexte qu'une autre ancienne députée britannique au Parlement européen, Elspeth Attwooll



© Université de Glasgow

(1999-2009), et moi-même avons été invitées en tant qu'intervenantes à un événement qui s'est tenu à l'Université de Glasgow en mars, avec deux autres femmes siégeant au Parlement écossais.

Notre table ronde, qui faisait suite à la présentation de plusieurs études universitaires, était consacrée aux expériences quotidiennes de femmes parlementaires. Bien que rattachées à deux groupes politiques distincts, Elspeth et moi nous étions senties plus émancipées dans notre travail dans un contexte européen que si nous avions été élues à Westminster, où les pratiques obscures ont encore cours et la misogynie est monnaie courante. Le projet EUGenDem a commencé en 2018, peu après le lancement du mouvement #MeToo et aux débuts de la campagne #MeTooEP au Parlement européen, dont l'objectif était de lutter contre le harcèlement sexuel et d'exiger des conditions de travail exemplaires au sein de l'institution. Les abus de pouvoir habituels, principalement le fait d'hommes blancs, ont été étalés aux yeux de tous. La richesse de l'ensemble de données du projet EUGenDem témoigne d'une volonté collective de combattre les disparités entre les hommes et les femmes, et bien que certaines conclusions de cette étude aient été désagréables à lire, elles prouvent aussi que le Parlement est une institution largement ouverte, contrairement à de nombreux parlements nationaux. Des questions relatives à la composition

des commissions, des intergroupes parlementaires, des délégations et des missions d'observation électorale ont été abordées lors de la table ronde. En tant qu'ancienne coprésidente de l'intergroupe «Lutte contre le racisme et diversité», j'étais bien placée pour parler de notre combat contre des formes spécifiques de racisme telles que l'antitsiganisme, l'afrophobie, l'islamophobie et l'antisémitisme. J'ai également expliqué la démarche de mon groupe politique (socialistes et démocrates) qui utilise une approche intersectionnelle et tient compte de la dimension hommes-femmes lors de l'élaboration des politiques, pour combattre les inégalités et la discrimination multiple comme il se doit. De son côté, Elspeth s'est penchée sur l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes au Parlement européen et les efforts déployés pour accroître le nombre de femmes commissaires. Rappelons que ce sont actuellement deux femmes qui assurent la présidence du Parlement et de la Commission. EUGenDem constitue un corpus d'études important qui arrive à point nommé. Il traite directement des crises politiques qui ont lieu en Europe et apporte un éclairage sur leurs causes genrées. De plus amples informations sont disponibles sur le site du projet: <https://blogs.helsinki.fi/eugendem-project/>

Julie Ward

*S&D, Royaume-Uni (2014-2020)
julie4nw@gmail.com*

NOUS MÉRITONS UNE CITOYENNETÉ DE PAIX

Je me souviens bien de l'enthousiasme, en 1989, que m'avait donné à voir, alors que je venais d'être élue députée au Parlement européen et que je prenais part aux manifestations qui ont suivi la chute du mur de Berlin, la jeunesse européenne de l'époque, mobilisée pour la suppression des frontières et des murs de défense et en faveur de la détente à l'échelle mondiale.

C'est à cette époque qu'est née la citoyenneté de l'Union européenne, instaurée par le traité de Maastricht en 1992 et qui correspond à la non-discrimination fondée sur la nationalité, aux droits de résider et circuler librement sur le territoire de l'Union, de voter et de se présenter aux élections municipales et européennes, ainsi que de bénéficier de la protection consulaire, aux droits de pétition devant le Parlement, de recours au Médiateur européen, de lancer ou soutenir une initiative citoyenne européenne demandant à la Commission de proposer une législation sur un sujet qui concerne les citoyens, ainsi qu'au droit de contacter n'importe quelle institution

et de recevoir une réponse de celle-ci dans n'importe quelle langue officielle de l'Union, et enfin à celui d'accéder aux documents des institutions et de bénéficier d'un accès égal aux emplois de la fonction publique de l'Union. Les circonstances et les impératifs d'aujourd'hui sont toutefois bien différents. Aux portes de l'Europe, la guerre soudaine déclenchée par Poutine avec l'invasion de l'Ukraine a déjà mené aux plus grandes violations des droits de l'homme que nous ayons jamais connues, provoquant morts, crimes, atrocités, destruction et déplacements généralisés. Elle est en train de détruire ce que nous avons bâti. La violence, les conflits et les violations des droits de l'homme ont poussé cent millions de personnes à fuir, et ni la pandémie ni les problèmes d'approvisionnement de la filière alimentaire n'ont mobilisé plus que les deux millions de dollars consacrés aux dépenses militaires.

Pour cette raison et face à une réalité aussi grave et complexe que la nôtre, nous devons nous recentrer sur les fondements à l'origine de la construction européenne, en nous

efforçant de gérer et d'atteindre ses objectifs de paix et de progrès, en offrant aux citoyens de plus grandes perspectives «de paix et de sécurité».

Pourquoi ne pas envisager qu'il est temps de réhabiliter et régler nos fondements en fonction desdits objectifs de «paix et progrès»? Ou bien reconnaître que nous devons consolider le champ d'action et les compétences futurs de l'Union en fonction des objectifs qui l'ont fait naître, à savoir: «le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, la promotion de la coopération internationale, le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales». La volonté des citoyens européens est assurément de vivre dans des espaces de paix, sans être menacés par la guerre, de protéger leurs garanties d'autodéfense et d'en bénéficier.

En ce qui concerne l'actuelle citoyenneté européenne, nous sommes d'avis qu'elle ne peut advenir qu'en tant que «citoyenneté de paix». C'est une proposition qui renforce notre confiance et notre sécurité au sein de l'Union, qui s'établit sur la base de notre droit de participer aux affaires publiques et du droit reconnu à notre propre sécurité. Une proposition qui contient les efforts déployés par une grande majorité de citoyens très sensibilisés aux ravages de la guerre, qui partagent la culture de paix fondamentale qui a fait naître l'Union, et qui se sentent à même de contribuer à désamorcer les conflits armés.

María Izquierdo Rojo
PSE, Espagne (1989-2004)
info@mariaizquierdo.net



© Adobe Stock

L'IRLANDE MARQUE SES 50 ANS D'ADHESION A L'UE PAR UNE EXPOSITION RENDANT HOMMAGE AUX FEMMES PARLEMENTAIRES EUROPEENNES



Grace O'Sullivan, députée européenne (Verts), Emer Costello (S&D), Frances Fitzgerald, députée européenne (PPE), Nuala Ahern (Verts), Patricia McKenna (Verts), Martina Anderson (GUE/NGL), Maria Walsh, députée européenne (PPE) © John Mcelroy, Maxwell Photography

En tant qu'ancienne députée au Parlement européen, ce fut à la fois un immense honneur et une véritable leçon d'humilité que d'être l'une des figures d'une exposition consacrée à toutes les députées européennes que l'Irlande a comptées depuis 1973.

Pour fêter les cinquante ans de l'adhésion à l'Union, le bureau de liaison du Parlement européen en Irlande a commandé une exposition photographique sur les femmes députées au Parlement européen qui ont représenté les deux Irlandes depuis 1973. Dans un ouvrage accompagnant l'exposition, Sinéad McCoolle brosse remarquablement le portrait de chacune de ces vingt-sept députées européennes. L'exposition «Mná na hÉireann – Irish Female MEPs Past and Present» a été inaugurée au Photo Museum Ireland le 2 mars 2023, à l'approche de la Journée internationale des femmes du 8 mars. L'exposition et le livre qui l'accompagne retracent la grande contribution des femmes irlandaises à l'élaboration des politiques européennes.

Depuis son adhésion à l'Union il y a cinquante ans, la République d'Irlande

n'a élu que vingt-trois femmes au Parlement européen. L'entrée de l'Irlande du Nord dans l'Union européenne s'est faite avec celle du Royaume-Uni, le même jour que la République d'Irlande. Au total, sur l'ensemble de l'île, vingt-sept femmes ont siégé au Parlement européen depuis 1973. La première d'entre elles, Eileen Desmond (parti travailliste, groupe S&D), a été élue en 1979.

Les portraits photographiques ont été réalisés par le célèbre photographe estonien Kaupo Kikkas. Kikkas réussit à saisir la particularité et la personnalité unique de chacune des députées, de Síle de Valera, l'une des premières élues irlandaises au Parlement européen, jusqu'aux cinq députées actuellement en fonction. La Présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, écrit en préface de l'ouvrage: «L'Irlande a considérablement avancé ces cinquante dernières années, mais les récentes commémorations nationales organisées dans le pays dans le cadre du programme «Decade of Centenaries» ont mis en lumière les causes pour lesquelles les femmes doivent continuer de se battre au XXI^e siècle, pour obtenir l'égalité dans tous les

aspects de la vie des femmes irlandaises. L'ouvrage reflète l'évolution des mentalités en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes et l'augmentation progressive de la proportion de femmes irlandaises siégeant au Parlement européen. J'espère que [cette exposition] encouragera d'autres femmes irlandaises à être candidates à des élections, que ce soit au niveau local, national ou européen, car l'égalité de représentation requiert avant tout l'égalité de participation à la vie politique, garantie d'un avenir plus égalitaire et plus démocratique.»

Cette exposition a duré près de deux semaines et a coïncidé avec plusieurs événements organisés dans le cadre de la Journée internationale des femmes à Dublin. Elle s'est révélée extrêmement populaire auprès des Dublinois et des visiteurs de la capitale, et a attiré un grand nombre de groupes scolaires. Depuis trop longtemps, les portraits et les statues qui ornent nos bâtiments publics représentent rarement des femmes. En juin et juillet, l'exposition doit être accueillie par l'Oireachtas (le Parlement irlandais) à Leinster House, à Dublin. Sur l'ensemble des nombreux portraits d'anciens Premiers ministres et présidents exposés dans ce bâtiment, seules deux femmes sont représentées (les présidentes Mary Robinson et Mary MacAleese). À l'inauguration de l'exposition, la députée européenne Frances Fitzgerald a souligné qu'il était important que les jeunes voient «des femmes sur les murs».

L'exposition deviendra permanente lorsque le nouveau bureau du Parlement européen à Dublin ouvrira, début 2024.

Le magnifique ouvrage Mná na hÉireann est disponible en version électronique ici: <https://op.europa.eu/s/ybPO>

Emer Costello
S&D, Irlande (2012-2014)
emercostello@outlook.ie

DIALOGUE POLITIQUE RELATIF AU PROJET MAGYC SUR LA GOUVERNANCE DE L'UE EN MATIÈRE DE MIGRATION

Les traversées de la Méditerranée s'intensifient à nouveau, les crises humanitaires et les mesures d'urgence sont une fois de plus en première ligne de l'agenda européen. Les demandeurs d'asile dorment toujours dehors dans de nombreuses villes européennes, et les politiques de l'Union en matière de migration et d'asile n'ont guère progressé depuis la crise de 2014-2016. La recherche propose pourtant des solutions en ce qui concerne les stratégies européennes en matière de migration et d'asile, mais les décideurs politiques n'en ont souvent pas connaissance.

Au cours des quatre dernières années, le projet MAGYC (MigrAtion Governance and asYlum Crises – Gouvernance des migrations et des crises en matière d'asile) «Horizon 2020», qui rassemble douze universités et centres de recherche partenaires de l'Union et des pays voisins, s'est intéressé à la gouvernance des migrations et aux crises en matière d'asile, et a examiné les dimensions temporelle et spatiale ensemble, afin d'étudier les niveaux locaux et translocaux de gouvernance. Le projet MAGYC a démontré la manière dont les décisions politiques en matière de migration et d'asile ont souvent été prises en réaction aux crises, plutôt qu'en prévision de l'évolution de la dynamique des migrations et de l'asile.

Les partenaires en ont conclu que la politique migratoire de l'Union est conçue de crise à crise, toujours en mode d'urgence. Cette façon de procéder ne fait que perpétuer la perception de la migration comme un phénomène qui doit être arrêté, et légitime ainsi les clôtures et les frontières physiques: en d'autres termes, la «forteresse Europe». Cette approche de crise à crise néglige le fait que les personnes continueront à migrer et qu'il convient par conséquent de s'attaquer de façon structurelle à cette réalité sociale. Le dialogue politique a présenté une occasion unique pour les décideurs politiques de l'Union européenne de procéder à un échange de vues avec l'équipe de chercheurs du projet MAGYC financé par l'UE. Cet événement a notamment porté sur la recherche fondée sur des données probantes dans divers pays de l'Union européenne et pays tiers, dont la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Égypte et la Corne de l'Afrique, ainsi que la Libye et la Syrie. Le dialogue a permis de proposer des pistes pour l'avenir dans le cadre de l'agenda européen en matière de migration, et a donné lieu à des réflexions sur les enseignements à tirer de l'afflux récent de réfugiés ukrainiens.

En effet, la guerre en Ukraine a entraîné un afflux de réfugiés beaucoup plus important que la guerre syrienne. Cependant, il y a eu une différence notable en réaction à l'arrivée de réfugiés ukrainiens par rapport à celle des réfugiés syriens: «Les directives de l'UE fonctionnent comme elles le devraient pour certains, mais pas pour tous.» Les murs, les clôtures et les frontières sont des symptômes de l'échec de la politique de l'Union en matière de migration et d'asile. Si l'on tient compte des données les plus prudentes (demandes d'asile en première instance), 75 % des personnes qui franchissent irrégulièrement les frontières vers l'Union sont en réalité des personnes ayant une forte probabilité d'obtenir le statut de réfugié. Cela signifie que les pics de franchissement irrégulier des frontières sont corrélés à des crises humanitaires dans d'autres régions.

Les participants ont souligné l'utilisation de la migration comme arme: la gestion de la migration a été instrumentalisée et transformée en une question de politique étrangère, de sorte que les migrants sont utilisés comme des pions au cours des négociations portant sur l'aide étrangère, comme à travers les accords de réadmission.

«Les pays européens disposent clairement de la capacité suffisante, mais n'ont pas la volonté» de gérer les migrations.

Brigitte Ernst

Verts/ALE, Belgique (1989-1994)
ernstbr@gmail.com

Başak Yavcan

Chercheuse postdoctorale en gouvernance des migrations à l'Observatoire Hugo, université de Liège
byavcan@gmail.com



© Adobe Stock

L'UNION EUROPÉENNE ET LA GUERRE EN UKRAINE

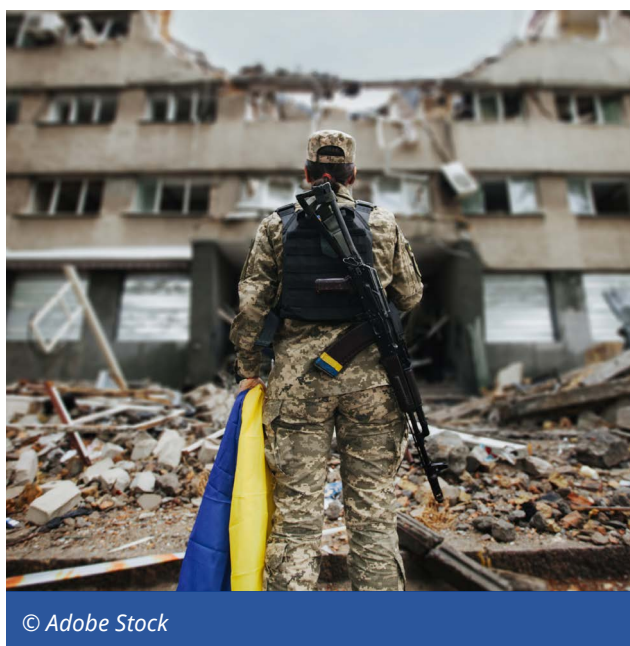
L'Union européenne a été construite par la paix et elle a pour objectif la paix en Europe et dans le monde. Son pacte fondateur, le traité de Lisbonne, le déclare explicitement : « l'Union a pour but de promouvoir la paix et le bien-être de ses peuples ». Il en va de même pour sa politique extérieure : « dans ses relations avec le reste du monde, l'Union contribue à la paix et à la sécurité » de tous les peuples. Il ne s'agit pas, selon moi, de proclamations abstraites. Pour subsister, l'Union a un besoin vital de paix. Et elle ne peut être un modèle pour l'humanité que si elle est un agent actif de paix universelle. La guerre d'Ukraine nous présente à cet égard un problème difficile. Les décisions prises par la Commission, par exemple, visent-elles réellement la paix sur notre continent ? Notre récent voyage à Stockholm a montré leur dangereuse ambiguïté. Lorsque la Commission offre une aide financière au gouvernement de Kiev afin de reconstruire des infrastructures civiles détruites, elle agit bien parce qu'elle sert une œuvre de paix. Lorsqu'elle subventionne les livraisons d'armes à l'Ukraine, elle sort de sa mission.



© Adobe Stock

De même quand elle finance la production d'obus en Europe pour accroître l'arsenal ukrainien. Elle nourrit la guerre, pas la paix. On me dira qu'elle aide un Etat injustement agressé. Je persiste à affirmer qu'elle ne discerne pas la redoutable confusion dans laquelle elle entraîne l'Union. Qu'elle laisse la guerre aux soins de l'Otan, qui a été constituée à cette fin. Aujourd'hui presque tous les Etats membres de l'Union appartiennent aussi à l'Otan. C'est là, et seulement là, que les décisions de guerre doivent être prises.

Il est excessif notamment, d'empêcher les échanges sportifs, touristiques et culturels. La paix nécessite la construction et l'entretien de ponts. C'est la guerre qui les détruit. Le jour où les combats cesseront, l'Union sera fort démunie pour reconstruire les ponts qu'elle a détruits avec tant d'ardeur. Elle se rend incapable d'apporter une contribution positive à la paix avec son voisin russe. Même ambiguïté, enfin quand Ursula von der Leyen, proclame que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie font partie de « la famille européenne » et sont appelées à devenir membres de l'Union. En lui-même, l'objectif peut servir la paix. Mais, en l'état actuel des choses, il attise les conflits internes à ces nations et étend la guerre avec la Russie. Le conflit ukrainien nous met devant une grave responsabilité: rester fidèles aux valeurs qui ont fondé l'Union ou dériver vers une autre idée de la construction européenne, dont les risques me semblent insuffisamment réfléchis. Je souhaite vivement que le Parlement en prenne conscience et ramène le Conseil et la Commission à une appréciation réaliste de la situation.



© Adobe Stock

Les dix « paquets de sanctions » que la Commission fait appliquer contre la Russie, présentent la même ambiguïté. Mettre l'embargo sur toutes les exportations de produits qui peuvent équiper l'armée russe, est justifié. L'Union sert ainsi la paix. Mais établir un nouveau « rideau de fer », plus strict encore que l'ancien, afin d'isoler la Russie, c'est servir la guerre.

Michel Pinton
NA, France (1993-1994)
m.pinton@wanadoo.fr

ACTIVITÉS DE L'AAD



EPFMA
PEAAD



RÉUNION ANNUELLE DE L'AAD

EVÉNEMENTS ANNUELS DE L'AAD, 3-4 MAI 2023

Les événements de cette année ont été un juste équilibre entre commémoration, célébration, stimulation et élections.

Le service commémoratif annuel a rendu un hommage solennel aux anciens députés européens décédés en 2022 et 2023. Othmar Karas, premier vice-président du Parlement européen, s'est exprimé de manière émouvante au nom de tous en déclarant : "Nous honorons les membres décédés pour le travail de toute une vie, leurs idées, leur passion et leur vision. Nous les honorons pour leur contribution au projet de démocratie européenne", en particulier en ces temps de "menaces pour la démocratie libérale, le nationalisme, le populisme et la polarisation".

Klaus Hänsch, Président de l'AAD, a fait des éloges et a exprimé un respect particulier à José María Gil Robles, ancien Président du Parlement et de l'AAD, pour sa capacité à "combiner une grande humanité, une grande fermeté et une fine ironie".

Le fils d'un ancien député décédé m'a fait part de son émotion et de

sa reconnaissance pour l'hommage rendu à son père, ce qui a été particulièrement émouvant.

Dans la bibliothèque du Parlement, le thème de la préservation et de la promotion de la démocratie libérale fondée sur le consensus et la conciliation a été le leitmotiv de la présentation et de la table ronde au sujet de la biographie de l'ancien président de l'AAD et du PE, Hans-Gert Pöttering, intitulée "Une conscience européenne".

Ensuite, lors du dîner annuel, notre invité Paolo Gentiloni, commissaire européen à l'économie, a donné matière à réflexion. Son sujet, "Des années de changement : L'Europe après la pandémie et la guerre en Ukraine" était vaste et stimulant, soulignant la résilience du projet européen et la confiance dans notre capacité à survivre et à surmonter les graves défis de ces derniers temps, la pandémie de Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

M. Gentiloni a également soulevé la question pertinente de savoir si "nous pouvons trouver d'autres moyens de financer des projets communs",

une question qui doit lui tenir particulièrement à cœur en tant que commissaire à l'économie.

L'élection à l'exécutif de l'AAD a accueilli un nouveau membre, en la personne de Godelieve Quisthoudt-Rowohl ; cela augmente heureusement le nombre de femmes à l'exécutif de l'AAD d'une personne, ce qui se traduit de façon plus impressionnante par une augmentation de 10% !

Michael Hindley

PSE, Royaume-Uni (1984-1999)
mhindley1947@gmail.com



Photos prises lors des événements annuels de l'AAD les 3 et 4 mai 2023. Commissaire Paolo Gentiloni avec le Président de l'AAD Klaus Hänsch, service commémoratif annuel 2023, table ronde Librorum, nouveau Conseil d'administration, Assemblée générale annuelle. © Union européenne 2023 - Source : PE

VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE L'UE

VISITE DE LA PRÉSIDENTENCE SUÉDOISE

L'Association des anciens députés au Parlement européen s'est rendue à Stockholm fin mars afin d'étudier de plus près la présidence suédoise durant le premier semestre de 2023, qui était arrivée à mi-mandat. Le groupe, présidé par M. Klaus Hänsch, ancien président du Parlement européen, se composait d'environ vingt anciens députés, avec bien entendu la participation de Mme Elizabetta Fonck, sur qui nous pouvions compter pour que tout se déroule comme prévu. Elle bénéficiait de l'assistance de M. Klas Jansson, chef faisant fonction du bureau de liaison du Parlement européen à Stockholm. Afin de réduire au minimum les déplacements, la plupart des réunions du groupe se sont tenues en ville, à proximité de l'hôtel.

Les réunions avec M. Christian Danielsson, secrétaire d'État auprès de Mme Jessica ROSWALL, ministre des affaires européennes, et avec M. Göran von Sydow, directeur de l'Institut suédois d'études politiques européennes, une agence gouvernementale, ont constitué les points forts de la visite.

M. Danielsson a présenté les quatre priorités de la présidence, qui portent sur la sécurité, la compétitivité, la transition écologique et l'état de droit, et a expliqué leurs enjeux par rapport aux questions et défis d'actualité auxquels la présidence est confrontée. La deuxième présentation a retracé les relations de la Suède avec les affaires européennes au fil du temps. Les deux présentations ont suscité un débat animé. Restant sur la ligne politique du programme, un débat s'est tenu pendant une heure sur les questions environnementales avec Mme Jytte Guteland, ancienne députée européenne, qui fait désormais partie de la commission des affaires de l'Union européenne du Parlement suédois. Puis, une heure supplémentaire s'est écoulée en compagnie de plusieurs députés suédois qui représentaient trois partis différents au sein de la majorité au pouvoir.



La délégation de l'AAD lors d'une réunion avec M. Christian Danielsson, secrétaire d'État auprès de Mme Jessica Roswall, ministre des affaires européennes, 31 mars 2023

La visite a commencé le matin par une réunion au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), l'agence de l'Union destinée à renforcer les défenses de l'Europe contre les maladies infectieuses. M. Andrea Ammon, directeur de l'ECDC, a dirigé la visite dans l'impressionnant bâtiment de l'agence situé sur le boulevard Gustav III. Sans surprise, de nombreuses questions ont porté sur la COVID-19. Les experts du centre ont présenté ses activités dans le détail et ont expliqué l'efficacité de son système de collecte d'informations sur les maladies au sein de l'Union.

Les visiteurs sont arrivés juste à temps à Stockholm pour découvrir l'espace Europa Experience récemment inauguré à Kulturhuset, en plein cœur de la ville, où les nouvelles technologies mettent à disposition des enseignants, des étudiants et du grand public une source d'informations et d'inspiration sur notre fantastique Union et sa grande diversité. Une autre heure a été passée avec des députés suédois de trois partis différents de la majorité gouvernementale, représentant le bureau du président.

La visite à Stockholm s'est achevée par une réunion numérique pendant laquelle M. Hänsch, M. Peterle et Mme Cederschiöld ont pris part à un débat avec une centaine d'enseignants suédois dans le cadre du programme «École ambassadrice» du Parlement européen. Le dîner de la première soirée s'est tenu au restaurant Tak, qui offre une vue magnifique sur Stockholm.

Les intervenants invités étaient M. Hadar Cars, ancien député européen (qui a joué un rôle important dans l'adhésion de la Suède à l'Union) et moi-même (ancienne députée européenne et ancienne vice-présidente du Parlement européen). Nous avons tous deux évoqué l'évolution des relations de la Suède avec l'Union, la position du pays étant désormais bien établie avec 60 % de la population favorable à l'UE, ce qui représente l'un des meilleurs résultats au sein des États membres. Nous avons estimé que le futur débat sur l'euro en Suède devrait un jour conduire à l'adoption de la monnaie unique par le pays.

Les visiteurs ont également abordé la question de la récente demande d'adhésion de la Suède à l'OTAN. Sur les trente pays membres de l'OTAN, vingt-huit ont ratifié l'adhésion de la Suède. La Turquie, aujourd'hui en pleine préparation de ses élections prévues en mai, a hésité en raison des règles suédoises en matière de liberté d'expression. La plupart des membres de l'OTAN disposent d'une constitution qui consacre la liberté d'expression, car elle fait partie de nos droits fondamentaux. L'adhésion de la Suède à l'OTAN est attendue avant la prochaine présidence.

Charlotte Cederschiöld
PPE-DE, Suède (1995-2009)
charlotte.cederschiold@gmail.com

D'UN ATTACHEMENT À LA NEUTRALITÉ À UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DU MULTILATÉRALISME

Les échanges entre les membres de l'AAD en visite en Suède et les représentants du Parlement et du gouvernement suédois ont montré un pays bien plus engagé pour l'Europe qu'il ne l'a jamais été. Outre le fait que la Suède assure la présidence de l'Union pendant le premier semestre 2023, c'est aussi et surtout la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine qui explique ce changement de cap. Cette agression est un élément clé de la détermination suédoise à s'engager davantage au sein de la structure multilatérale et communautaire qu'est l'Union européenne. Bien sûr, l'orientation stratégique principale du gouvernement et de l'opposition vise l'adhésion à l'OTAN. La Turquie et la Hongrie continuent cependant à faire obstacle à cette adhésion, en partie en raison de la politique de défense des droits de l'homme menée par la Suède et de sa politique progressiste en matière d'asile, suscitant l'exaspération tant de la Hongrie que de la Turquie. La Suède s'est nettement engagée à ne sacrifier aucun de ses principes relatifs aux droits de l'homme en échange de l'assentiment de la Turquie ou de la Hongrie à sa demande d'adhésion à l'OTAN.

Indépendamment des pressions extérieures, le gouvernement souhaite durcir les critères en matière d'asile inscrits dans la législation suédoise. La Suède examinera également de plus près les contributions financières des organisations privées aux groupes suspectés de soutenir des activités terroristes, dans le cadre d'une réforme plus vaste visant à mettre à exécution un programme plus solide et plus cohérent de lutte contre la criminalité. La Suède espère en tout cas que l'opposition des deux gouvernements réticents pourra bientôt être dépassée. D'autant plus que la Finlande bénéficie désormais d'un soutien sans faille pour son adhésion à l'OTAN. Les membres de l'AAD ont également eu l'occasion d'en apprendre plus sur les liens forts entre la neutralité suédoise et celle de la Finlande, et sur le soutien que la Suède apporte à la position du pays voisin. La Finlande a désormais, pour des raisons compréhensibles, choisi d'abandonner sa neutralité et a demandé à adhérer à l'OTAN.

La Suède ne tardera pas à lui emboîter le pas.

Se concentrer sur l'Europe ou coopérer à l'échelle mondiale?

Il est évident que pour tous les représentants suédois, l'agression russe constitue un tournant non seulement pour la Suède, mais également pour toute l'Europe. L'abandon de la neutralité, qui a évolué en non-alignement au cours des années, était difficile mais nécessaire. La plupart des intervenants suédois ont souligné que la défense doit s'opérer au sein de l'OTAN mais qu'il convient de donner plus de poids à l'Union européenne aux fins de sa politique générale sécurité. À cet égard, l'opposition et le gouvernement collaborent étroitement. Certains anciens députés au Parlement européen présents ont émis la crainte que la nouvelle position suédoise n'ébranle ou ne diminue l'engagement de longue date de la Suède en faveur de la paix et de la réconciliation. Le soutien à l'Ukraine et la demande d'adhésion à l'OTAN pourraient faire oublier et compromettre la tradition politique suédoise consistant à accorder l'asile à ceux qui sont persécutés dans leur pays et à soutenir les mouvements démocratiques dans le monde entier.

Les prises de position du gouvernement et de l'opposition diffèrent en ce qui concerne la coopération et l'aide à l'échelle mondiale. Pour l'opposition, et principalement pour le Centre international Olof Palme, les actions menées au niveau mondial, notamment l'aide au développement, ne doivent pas être revues à la baisse. Le gouvernement, quant à lui, a demandé aux institutions concernées de concentrer leurs efforts sur l'Europe et, de façon générale, de restreindre leurs relations publiques et leurs activités de campagne.

Migration et élargissement de l'Union

Les discussions autour du train de mesures sur la migration constituent une question très importante pour le gouvernement suédois. La présidence suédoise du Conseil souhaite accélérer

ces discussions pour que la législation puisse être fixée sous la présidence belge, au premier trimestre 2024.

Le gouvernement suédois a durci sa position en matière de migration, à l'instar d'autres gouvernements, notamment celui du Danemark dont il a été question. La présidence belge devra sans doute également traiter le sujet de la stratégie d'élargissement de l'Union. La priorité est donnée au soutien à l'Ukraine en général, et particulièrement à la préparation du pays en vue de négociations d'adhésion sincères. Le gouvernement est toutefois au fait de la nécessité de respecter les besoins et les attentes des pays des Balkans occidentaux. Il n'est pas possible d'accélérer les négociations relatives à l'adhésion de l'Ukraine alors que les pays des Balkans occidentaux sont soumis à un processus d'adhésion ordinaire, plus lent!

Changement climatique et transition énergétique

La Suède est réputée pour sa politique progressiste en matière d'environnement et de climat. Les membres de l'AAD ont observé des différences entre les représentants du gouvernement et ceux de l'opposition en ce qui concerne la vitesse de la transition énergétique et la mise en œuvre des objectifs de la politique en matière de climat. À nouveau, il existe dans l'ensemble un accord de base et transpartisan quant à l'importance que revêtent la politique en matière de climat et les investissements correspondants, compte tenu de la loi américaine sur la réduction de l'inflation. Il est nécessaire d'investir davantage pour que l'Europe reste compétitive et soit dans la bonne voie pour atteindre les objectifs de sa politique en matière de climat. L'Europe est à la pointe de la législation sur le climat, mais pas des investissements nécessaires pour la mise en œuvre des objectifs climatiques.

Hannes Swoboda

S&D, Autriche (1996-2014)
office@hannes-swoboda.at

VISITE DU CENTRE EUROPÉEN DE PRÉVENTION ET DE CONTRÔLE DES MALADIES (ECDC)

La visite de l'ECDC des maladies a été l'un des temps forts de cette mission. Bien que peu connue du grand public, cette institution de l'Union joue un rôle très important. L'ECDC emploie 341 personnes et se concentre en priorité sur les maladies infectieuses, au nombre de 59 dans l'Union.

Vicky Lefebvre, chef de service, nous a fait une présentation détaillée sur le rôle joué par l'ECDC lors de la pandémie de COVID-19. Elle nous a expliqué que, dès les premiers rapports d'infections en Chine, les experts avaient immédiatement tiré la sonnette d'alarme. Des efforts ont été déployés pour rassembler un maximum d'informations au niveau international, et, au début, peu de données étaient disponibles. Lorsque les premières contaminations ont été signalées en Italie et que le virus a atteint l'Europe, tous les membres du personnel ont abandonné leurs tâches habituelles pour se concentrer exclusivement sur la COVID-19. «Nous faisons de très longues journées de travail, de sept heures du matin à dix heures du soir. Chaque jour, les principaux experts se réunissent pour échanger leurs vues sur les informations reçues.»

Au fil du temps, les connaissances se sont étoffées et le Centre a commencé à conseiller les autorités nationales et les gouvernements sur les mesures à prendre, telles que la vaccination, la distanciation physique, les confinements, les masques, les fermetures d'écoles, les couvre-feux, etc. Dans la pratique, les politiques ont parfois été très différentes d'un pays à l'autre. L'acceptation des mesures par la population a également été très variable. Toutefois, les États membres ont décidé, sur proposition



Les membres de la délégation de l'AAD avec la directrice de l'ECDC, Andrea Ammon, au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies à Stockholm, 30 mars 2023

de la Commission, de procéder à des achats groupés de vaccins. Au niveau scientifique, de nombreuses informations ont été échangées au sein de l'Union. L'ECDC a également entretenu des contacts intensifs en dehors de l'Europe, par exemple aux États-Unis et, bien sûr, avec l'Organisation mondiale de la santé. Andrea Ammon, directrice de l'ECDC, nous a fait part des principales conclusions pour l'avenir que le Centre avait tirées de la pandémie de COVID-19.

Tout d'abord, il est crucial de veiller à ce que les systèmes de santé nationaux soient mieux préparés à faire face aux futures épidémies. Dans de nombreux États membres, des pénuries de personnel ont été constatées dans le secteur de la santé. Des efforts devront donc être faits pour améliorer les conditions de travail, les perspectives de carrière et l'attrait des emplois en question. Deuxièmement, il y a lieu de revoir complètement la manière dont les campagnes de vaccination devraient être organisées partout. Il faut éviter de reproduire les erreurs du passé. Troisièmement, il faudra impliquer davantage la population dans les mesures à prendre, de manière à augmenter considérablement le niveau d'acceptation.

Il s'agit là d'une tâche difficile, car les groupes de population d'horizons différents doivent être traités différemment. Quatrièmement, instaurer une coopération mondiale dans tous les domaines concernés apparaît indispensable. Il existe une très grande interdépendance au niveau mondial, tant dans l'apparition des épidémies que dans la recherche de solutions. Cinquièmement, il faudrait mettre en place une surveillance coordonnée au niveau de l'Union, fondée sur des systèmes de surveillance harmonisés. Sixièmement, les États membres devraient se mettre d'accord sur des critères de référence et mettre en œuvre le plan de préparation aux crises de l'Union à tous les niveaux nationaux. Enfin, il est d'ores et déjà d'usage que l'ECDC soit invité à assister aux sessions du Conseil des ministres de la santé afin de répondre à des questions et de formuler des avis. Il est difficile de répondre à la question de savoir quelles mesures se sont révélées les plus efficaces, car une mesure peut parfois en influencer une autre, tant positivement que négativement.

Bob van den Bos
ELDR, Pays-Bas (1999-2004)
bobravandenbos@gmail.com

CENTRE INTERNATIONAL OLOF PALME

Le président de l'AAD, Klaus Hänsch, qui dirigeait la visite des anciens députés européens à Stockholm, a rendu hommage à la Suède pour son influence progressiste dans le monde. Il a évoqué l'importance de la Suède dans le développement de l'Union en déclarant: «J'ai la ferme conviction que votre pays, comme tous les autres en Europe, a le pouvoir et la volonté de faire de notre continent une terre de liberté et de paix, de sécurité et de justice, de prospérité économique et sociale, de résilience climatique et de sécurité énergétique au niveau mondial.».

Klaus Hänsch, ancien président du Parlement, a évoqué lors de la réunion à Stockholm le prix Nobel de la paix décerné à l'Union européenne lors d'une cérémonie le 10 décembre 2012 à Oslo. Ce prix vient récompenser la contribution apportée par l'Union depuis six décennies en faveur de la paix, de la réconciliation, de la démocratie et des droits de l'homme.

Le nom du centre international Olof Palme, inauguré à Stockholm en 1992, rend hommage à la vie et au travail de l'ancien Premier ministre suédois, et tout particulièrement à la notion de «sécurité commune».

Au plus fort de la Guerre Froide qui opposait les États-Unis et l'Union soviétique, Olof Palme, alors Premier ministre suédois, a remis en question l'idée que la sécurité reposerait sur la force militaire, et notamment sur des armes de destruction massive, en y opposant une sécurité commune, qui comprendrait les domaines du changement climatique, du réchauffement de la planète, de la pauvreté et des inégalités, du manque d'émancipation des femmes et du terrorisme.

Palme soutenait que «la force militaire n'est pas un instrument légitime pour résoudre des conflits entre nations» et que «la sécurité commune ne peut s'obtenir à travers la supériorité militaire». Il a activement œuvré pour la paix en Afrique du Sud et au Moyen-Orient; les Nations Unies ont créé une commission sur la sécurité commune, qu'il a présidée.

L'ancien Premier ministre a été assassiné en février 1986 après être allé au cinéma avec son épouse à Stockholm. Le doute subsiste encore quant à l'identité du responsable. En réponse à la tragédie du meurtre de M. Palme, une conférence

annuelle sur la paix a vu le jour à Leeds, dont Palme avait visité l'université en tant qu'étudiant et jeune homme politique.

Depuis la mort tragique d'Olof Palme en février 1986, Leeds a reçu des conférenciers pour contribuer à la diffusion de ses idées relatives à la sécurité commune, dont Lisbet Palme, qui s'est déplacée de Stockholm, John Hume d'Irlande du Nord ainsi que le sénateur des États-Unis George Mitchell.

La conférence de 2022 a marqué le 40e anniversaire de la Commission indépendante Olof Palme des Nations Unies sur les questions de désarmement et de sécurité et a été organisée par Anna Sundström, secrétaire générale du centre international Olof Palme de Stockholm et ancienne conseillère politique du ministre suédois des Affaires étrangères.

J'ai eu le privilège de visiter le centre et de rencontrer l'équipe qui œuvre pour la paix, la démocratie, les droits de l'homme et la coopération au développement du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-est et de l'Afrique du Sud. Le centre a été fondé en 1992 par le Parti social-démocrate suédois, avec le soutien des syndicats et de la Fédération suédoise des coopératives de consommation.

Les discussions entre deux membres du centre et l'ensemble des anciens députés européens ont donné lieu à un excellent échange, ce qui, je l'espère, aidera à consolider les liens avec les députés européens anciens ou actuels, et à améliorer la diffusion de la notion de sécurité commune dans l'intérêt de la vie sur Terre.

Michael McGowan

PSE, Pays-Bas (1984-1999)

mcgowan.michael@ntlworld.com



Réunion de la délégation de l'AAD avec les représentants du Centre Olof Palme Johan Schmidt et Björn Lindh le 31 mars 2023.

REGARD D'UN BRITANNIQUE AU-DELÀ DU BREXIT

Ma visite d'étude à Stockholm était la première que j'effectuais depuis mon départ du Parlement en 1999. Je ne savais pas exactement à quoi m'attendre, et ce d'autant plus que mon pays a quitté l'Union européenne. L'une des raisons qui m'ont motivé à saisir l'occasion, c'est que je voulais connaître l'opinion des autres Européens sur la décision britannique de quitter l'Union. Ce sujet obsède le pays depuis le référendum de 2016, mais je ne sais pas comment le reste du monde le perçoit.

J'ai été ravi de retrouver d'anciens collègues, députés estimés sous mon mandat, au cours de cette visite. Ils ont eu l'amabilité de parler anglais et m'ont volontiers donné un aperçu de la façon dont la Grande-Bretagne est désormais perçue par ses voisins. Ils ont parfaitement compris que l'attitude du gouvernement (qu'au moins l'un d'entre eux a qualifié de «puérile») ne reflète pas celle de la population. Il est évident qu'ils souhaitent tous voir le Royaume-Uni faire à nouveau partie, un jour, de l'Union européenne.

Les échanges avec les Suédois que j'ai rencontrés, qui étaient nombreux à prendre part à la présidence tournante suédoise du Conseil de l'Union européenne, se sont avérés stimulants.

Pour commencer, mes interlocuteurs étaient tous beaucoup plus jeunes que moi. Ils vivent dans l'Union telle qu'elle existe aujourd'hui, pas telle qu'elle fut. La sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne n'a été évoquée que lorsque je l'ai amenée dans la conversation: pour eux, l'Union sans la Grande-Bretagne est une situation ordinaire. Lorsque la question leur a été posée, ils ont clairement répondu que la Grande-Bretagne et l'Union européenne pâtissaient toutes deux de l'absence britannique.

Les Suédois ont présenté les priorités de leur présidence. Leur volonté est de rendre l'Europe «plus sûre, plus verte, plus libre», comme l'a résumé l'un des intervenants. Le fait que la sécurité soit au centre de leurs préoccupations n'est pas une surprise. Les Suédois et leurs voisins finlandais ont de fait dû réévaluer leur traditionnelle neutralité et exprimer clairement leur soutien à l'Ukraine. Pour les Suédois, la demande d'adhésion de leur pays à l'OTAN s'inscrit dans le cadre de son engagement en faveur de la sécurité européenne.

J'ai à nouveau posé la question de la participation britannique à l'avenir. Les Suédois savent qu'une pleine adhésion n'est plus envisageable, étant donné qu'ils ont fait face à une situation similaire au sujet de leur

adhésion à la zone euro. Ils ont salué la sagesse de la nouvelle approche, en particulier en ce qui concerne l'Irlande du nord, mais ont également appelé de leurs vœux une coopération plus étroite dans le cadre du programme de recherche Horizon et du programme d'échanges d'étudiants Erasmus, ainsi qu'en matière de sécurité.

À Stockholm, nous avons également visité le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, où nous avons reçu des informations de première main sur les efforts héroïques déployés par cette agence de l'Union européenne pour nous protéger pendant la pandémie. Là encore, mes interlocuteurs ont espéré que le Royaume-Uni signerait rapidement un accord permettant une reprise de la collaboration avec l'Union dans la lutte contre la propagation des maladies infectieuses.

Une réunion avec les représentants du Centre international Olof Palme nous a donné l'occasion de voir au-delà des frontières immédiates de l'Union européenne. Fondé à la mémoire de l'ancien Premier ministre suédois, le Centre international est financé par le parti social-démocrate suédois et ses partenaires syndicaux. Il soutient les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme dans les pays en développement.

Il est peu probable que je puisse voir la Grande-Bretagne réintégrer l'Union de mon vivant, mais nous pouvons de toute évidence renforcer notre collaboration. Nos voisins européens sont disposés à coopérer plus étroitement. Nous pouvons créer un avenir commun.

David Hallam

PSE, Pays-Bas (1994-1999)
davidhallam5@aol.com



Rencontre des membres de la délégation de l'AAD avec le premier vice-président du Parlement suédois (Riksdag), M. Kenneth G Forslund, 30 mars 2023

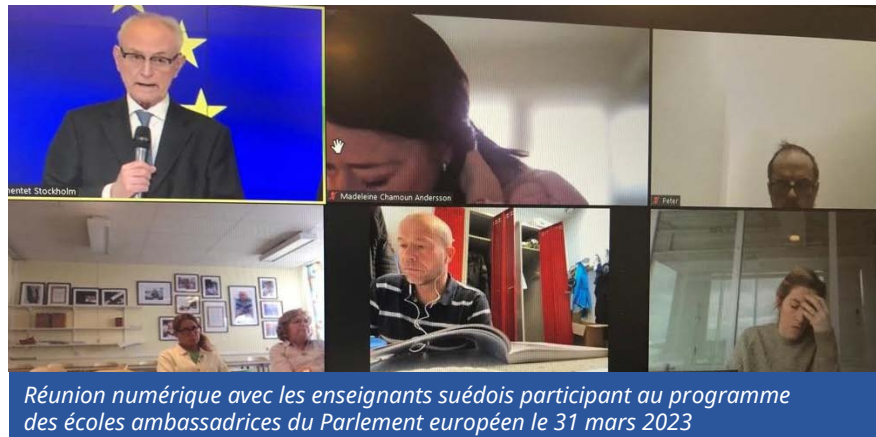
INVITER LES JEUNES À OSER RÊVER

Être unis, avoir confiance et oser rêver semblent plus important que jamais. Klaus Hänsch expose les enjeux auxquels l'Union européenne doit répondre aujourd'hui et souligne qu'il importe que les États membres ne cèdent pas à la tentation rétrograde du protectionnisme.

Le monde dans lequel grandissent les jeunes ambassadeurs du Riksgymnasiet d'Örebro est celui de la crise climatique. Ils savent que l'amélioration du climat leur demandera des efforts considérables. Ils savent qu'à l'avenir, les catastrophes climatiques pourront frapper n'importe où et laisser derrière elles des lieux rendus inhabitables; pour un temps, parfois, pour toujours, peut-être. Ils savent que nous devons reconstruire ailleurs nos foyers et accueillir ceux dont les foyers ont été détruits. Dans un tel monde, il est rassurant que 27 pays soient prêts à s'entraider pour créer un nouveau foyer, et ce à l'échelle de la planète.

Charlotte Cederschiöld souligne que nous venons certes d'horizons différents, mais que nous partageons des rêves et des désirs et qu'il importe d'exiger que règnent l'état de droit et la justice. Par le passé, le recul du développement démocratique était impensable. Mes élèves grandissent dans un monde où il est important de défendre les droits de l'homme. Ils veulent savoir ce qu'ils peuvent faire pour aider à défendre ces droits dans d'autres pays et se demandent ce qui se passerait si la Suède suivait une telle voie. Qu'advierait-il si les partis xénophobes prenaient le dessus et abolissaient les droits de l'homme les uns après les autres?

L'Union européenne est l'un des principaux contributeurs au monde en matière d'aide, et les jeunes ambassadeurs veulent apporter leur pierre à l'édifice avec leurs propres projets. Ils ont collecté des fonds et



payé les frais de scolarité d'une fille en Gambie et lui écrivent des lettres. Ils ont appris que sa famille possède deux chaises et un tapis pour seul mobilier. Toute la famille dort sur le tapis. La fille dont nous finançons la scolarité a les mêmes rêves que nos élèves. Elle rêve de devenir footballeuse professionnelle et d'étudier pour devenir enseignante afin d'en aider d'autres à faire des choix pour l'avenir. Ces élèves vivent des vies totalement différentes dans leurs pays respectifs, mais ils partagent pourtant les mêmes rêves. Chaque pays a ses propres problèmes. Ici, les ambassadeurs ont également collecté des vêtements pour des femmes et des enfants vulnérables à Örebro. Dans tous les pays, quelqu'un a besoin d'aide, et si chacun contribue par ce qu'il peut, à terme, nous créerons ensemble un monde plus sûr. Une guerre en Europe était encore impensable il y a peu. J'espère que mes élèves ne perdront jamais la vie dans des guerres insensées. La guerre en Ukraine nous rappelle que la préservation de la paix relève de la responsabilité de chacun d'entre nous.

Avant d'entamer son discours, Alojz Peterle a dit son rêve, celui de réaliser l'une des valeurs fondamentales de l'Union européenne: l'unité dans la diversité. Nous sommes tous différents, et quand bien même

nous habitons le même pays, nos valeurs, origines, religions et cultures peuvent être différentes. Le droit à la différence est ce qui nous rend forts ensemble.

"Avant d'entamer son discours, Alojz Peterle a dit son rêve, celui de réaliser l'une des valeurs fondamentales de l'Union européenne: l'unité dans la diversité."

De la guerre en Ukraine aux conséquences de la pandémie en passant par l'inflation et l'érosion des droits de l'homme, l'Union aura de nombreux défis à relever à l'avenir. Dans ce contexte, l'Union a su se montrer forte et solidaire. Je voudrais conclure sur les mots d'Alojz Peterle qui insiste sur l'importance, au plus fort de la tempête, d'«inviter les jeunes à oser rêver».

Qu'ils osent rêver un monde meilleur, un avenir sûr, et trouver les clés de leur bonheur.

Kristina Sjöblom

Enseignante du cycle secondaire (suédois, sciences sociales, droit) au Riksgymnasiet pour les sourds et malentendants, école ambassadrice de l'Union. kristina.sjoblom@orebro.se

COOPÉRATION AVEC IUE/AHUE

LECTURE AUX ÉLÈVES DU SECONDAIRE DE L'INSTITUT FRANCO SACCHETTI

Après la pause à laquelle nous a contraint la COVID-19, j'ai été ravie de retourner à Florence, aux Archives historiques de l'Union européenne, et de reprendre les rencontres avec les élèves qui y sont organisées aux Archives. Elles mettent des enfants, issus de diverses écoles et classes, en contact avec les réalités européennes.

Au cours de ces rencontres, auxquelles sont invités des députés et d'anciens députés, les jeunes élèves ont la possibilité de dialoguer avec eux sur des sujets d'actualité et d'obtenir des informations.

Cette année, j'ai eu l'occasion de rencontrer des élèves de la classe 2a de l'école secondaire du premier degré de l'Institut «Franco Sacchetti» de San Miniato. J'ai trouvé que ces élèves, malgré leur très jeune âge, étaient intéressés et attentifs, qu'ils étaient non seulement pleins de curiosité, mais aussi qu'ils avaient déjà, grâce à leurs excellents enseignants, une grande connaissance de l'Union. Ils avaient également préparé une chronologie historique de la construction de l'Europe, depuis la création de la Communauté économique jusqu'à l'actuelle Union européenne.

Cette chronologie était faite avec soin et précision, mais j'ai proposé d'ajouter aux informations fondamentales l'unification de l'Allemagne intervenue après la chute du mur de Berlin en 1989, ainsi que la Convention européenne qui a donné naissance à un projet de Constitution signé à Rome par les chefs

d'État et de gouvernement et par des parlementaires qui, comme moi, avaient fait partie de la convention, mais qui n'est pas entrée en vigueur en raison d'un référendum négatif en France et aux Pays-Bas.

J'ai aussi proposé d'ajouter au processus d'intégration européenne la naissance du traité de Lisbonne sur les cendres du traité constitutionnel mort-né. On sait combien le traité de Lisbonne a été important pour conférer davantage de pouvoirs au Parlement européen. De fait, celui-ci, bien qu'étant la seule institution européenne élue directement par les citoyens, a toujours déploré le déficit démocratique dont il souffrait. Grâce au traité de Lisbonne, ce déficit a été partiellement comblé, même si le Conseil ne tient pas toujours compte, par la voie de la conciliation, de ce que le Parlement a adopté à la majorité.

Au cours du débat, j'ai eu l'occasion de rappeler aux jeunes élèves l'importance de l'«élargissement» de l'Union aux pays de l'Est, qui appartenaient auparavant à l'ancienne Union soviétique, notamment eu égard aux conséquences de la guerre sanglante menée par la Russie en Ukraine.

Les élèves ont également étudié et approfondi, avec les fonctionnaires présents, la question du Brexit. Mme Hernández a été à l'origine d'une belle initiative: chaque élève, et moi-même, en ma qualité de conférencière invitée, devons apporter

un objet, ou en tout cas quelque chose qui représentait un peu son histoire personnelle ou familiale. Quelqu'un a apporté la photo du vignoble de son grand-père, symbole d'une tradition, une autre personne celle de la table de sa maison, symbole d'un moment de regroupement familial, une autre encore celle d'un livre. J'ai apporté aux enfants la prière de saint François d'Assise, qui a toujours représenté pour moi un idéal vers lequel tendre, en particulier lorsqu'il dit : Seigneur, faites de moi un instrument de votre paix; là où il y a de la haine, que je mette l'amour; là où il y a l'offense, que je mette le pardon; là où il y a la discorde, que je mette l'union; là où il y a le désespoir, que je mette l'espérance.

Les organisateurs m'avaient également demandé d'indiquer quel était le passage musical, la chanson, ou le texte musical avec lequel j'avais un lien particulier, et j'ai choisi la chanson Je ne regrette rien d'Édith Piaf qui contient ces paroles: «je ne regrette rien, ni le bien, qu'on m'a fait, ni le mal, car la vie recommence chaque jour».

En résumé, nous nous réjouissons vivement de cette initiative qui se déroule depuis des années aux Archives de l'Union européenne, archives que nous invitons tout le monde à visiter parce qu'elles sont uniques. Nous avons bon espoir de nous revoir prochainement et nous remercions sincèrement, pour leur travail, les fonctionnaires, les enseignants et évidemment les enfants qui, nous l'espérons, continueront à étudier l'Union européenne, notamment pour rendre l'Europe toujours plus unie politiquement, et ce grâce à leur engagement.

Les jeunes sont notre espoir, l'espoir de créer une société meilleure, ne l'oublions pas!

Cristiana Muscardini

NA, UEN, PPE, CRE, Italie (1989-1999, 1999-2009, 2009-2012, 2012-2014)
cristiana.mistral@gmail.com



Cristiana Muscardini lors de sa conférence devant des élèves du secondaire aux Archives historiques de l'UE à l'occasion de la Journée de l'Europe, le 9 mai 2023 © AHUE / IUE

RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

VISITE DE LA FP-AP À PARIS ET OSLO

Dans les premiers mois de l'année en cours, notre Association des anciens députés au Parlement européen (AAD) a activement participé à plusieurs événements, à savoir des réunions organisées par notre homologue, l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe (FP-AP). Pour la première fois, plusieurs des initiatives mentionnées ont été lancées et organisées par les deux associations. Il convient de préciser que nombre d'anciens parlementaires et députés sont membres des deux associations. C'est, par exemple, mon cas: j'ai été membre, et même président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe par la suite, et j'ai siégé au Parlement européen pendant trois législatures. Mon cas n'est toutefois pas du tout isolé, puisqu'une bonne douzaine d'anciens parlementaires, que j'ai souvent rencontrés lors d'activités diverses, sont dans la même situation. Nombre de mes collègues qui sont passés par les deux institutions jouent un rôle déterminant dans les efforts pour parvenir à la meilleure coopération possible entre les deux associations. Le résultat d'une telle coopération ne peut qu'être résolument positif lorsqu'il s'agit de formuler des positions communes et, surtout, sur le plan de l'efficacité pour ceux d'entre nous qui, dans un domaine ou un autre, s'investissent dans la construction de la communauté qu'est l'Union européenne, notamment au sein du Conseil de l'Europe, dont l'identité est unique et toujours de son temps, par exemple en ce qui concerne l'avancée de valeurs comme la défense des droits humains qui, étant une mission essentielle du Conseil de l'Europe, est et doit continuer à être une priorité dans toute l'existence et toutes les actions de l'Union européenne et de ses États membres.

Je fais référence à plusieurs événements qui se sont tenus dans différentes capitales européennes, avec la présence remarquée de collègues membres de l'AAD. Gardons à l'esprit que les progrès accomplis ont contribué à renforcer la présence des membres des deux associations précitées aux

activités dont je souhaite parler et à ce que tous les anciens parlementaires concernés s'approprient les décisions et conclusions qui résultent avec efficacité de ces activités. Je souhaite préciser que les événements dont il est ici question ont eu lieu ou doivent avoir lieu dans trois pays différents, à des dates distinctes et avec des participants variés.

Le premier événement dont je souhaite parler est l'assemblée de la FP-AP, qui s'est tenue à Paris du 22 au 24 février. Pour certains d'entre nous, le plus important est sûrement de souligner que dans cette assemblée, une délégation de notre Association des anciens députés au Parlement européen, dont ma collègue Teresa Riera et moi-même faisons partie, a participé en tant que représentante à part entière aux côtés d'anciens députés nationaux qui ont été membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Deux réunions ont eu lieu pendant la rencontre. La principale s'est tenue le 24 février à l'Assemblée nationale française, soit la chambre basse du Parlement français. L'autre s'est déroulée au Sénat le 23 février. La rencontre a été assortie d'une excursion très intéressante dans la ville voisine de Marne-la-Vallée le 22 février, à l'occasion de laquelle nous avons pu échanger avec des autorités françaises de différents niveaux et profiter d'une visite du passionnant Château de Ferrière-en-Brie situé dans la ville qui nous a reçus. Au cours de ces réunions régnait un climat d'excellente coopération et d'amitié.

Deux sujets ont cependant moins fait l'unanimité que d'autres, peut-être à la surprise de certains d'entre nous. L'un de ces sujets portait sur la situation de notre collègue Panzeri et la sanction qui lui a été imposée, consistant presque à l'exclure de notre association, dont il était devenu membre de la direction. Non pas qu'il y ait eu de différences radicales entre les collègues présents, mais les nuances exprimées dans certaines interventions n'avaient peut-être pas été anticipées par les autres participants. C'est ce que l'on a également pu voir à propos de

l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine. Un texte de résolution clair et rigoureux condamnant l'invasion a été adopté, mais il n'en demeure pas moins que trois ou quatre des interventions n'ont pas fait part de la même intransigeance que l'opinion exprimée par la majorité des participants. Le texte qui a finalement été adopté s'est toutefois avéré raisonnablement radical dans sa condamnation de la puissance envahisseuse.

Dans tous les cas, le point le plus important de la réunion de Paris a été l'approbation du budget pour 2023 et la modification, en y apportant des précisions, de certaines parties du règlement et des statuts de l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe. En outre, l'Assemblée s'est également accordée sur l'organisation, fin septembre, d'un séminaire sur le «changement climatique», qui se tiendra dans la ville de Lugano, en Suisse. A l'issue de la réunion, notre collègue socialiste français Jean-Pierre Fourré a transmis la présidence du FP-AP à notre collègue conservateur autrichien Walter Schwimmer, qu'il rejoindra en tant que vice-président.

Du 4 au 6 mai 2023, j'ai également participé au voyage à Oslo, où la FP-AP a organisé un séminaire intitulé *"Les démocraties sont-elles sous pression aujourd'hui ?"*. Nous avons débattu du rôle que les anciens parlementaires européens de tous bords dans la défense et l'avancement du projet de coordination continentale qu'est devenue l'UE et, peut-être surtout, dans la promotion des valeurs que nous proclamons en tant que citoyens européens. promouvoir les valeurs que nous proclamons comme la marque de fabrique de l'UE.

Miguel Angel Martínez Martínez

S&D, Espagne (1999-2014)
micar@email.com

PROGRAMME PE AU CAMPUS

L'EXPÉRIENCE DU PE AU CAMPUS À L'UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE TALLINN

UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE TALLINN, ESTONIE | 17 FÉVRIER 2023 | SUR LE CAMPUS

Tallinn abrite la seule université de technologie d'Estonie, TalTech, fondée en 1918. Elle propose des formations en ingénierie, en commerce, en administration publique et en affaires maritimes. Je m'y suis rendue dans le cadre du programme «PE au campus» pour rencontrer des étudiants de la faculté de droit de Tallinn, qui suivent un cours de droit constitutionnel comparé sur les droits de l'homme, et de l'école de commerce et de gestion publique de TalTech.

Après une présentation sur l'architecture des institutions européennes, nous avons eu une discussion constructive sur le rôle concret d'un député au Parlement européen, tant sur la scène européenne que dans son pays. J'ai eu le plaisir de constater l'intérêt des jeunes pour la politique européenne dans son ensemble, en particulier pour le quotidien d'un homme ou d'une femme politique qui défend leurs droits et leurs intérêts au niveau européen. Tous les participants étaient d'accord sur l'importance de l'égalité hommes-femmes et de la représentativité pour aboutir à des décisions équilibrées, et sur le fait que l'Union européenne a fait de grands progrès dans ce domaine.

Nous avons surtout examiné le rôle du Parlement européen dans le processus décisionnel de l'Union. Lors de la discussion, les étudiants ont posé de nombreuses questions sur la nécessité pour chaque État membre d'être représenté au Parlement, à la Commission et, plus généralement, dans les institutions européennes, afin que l'on tienne compte des intérêts de chaque pays. Les étudiants de droit constitutionnel comparé ont évoqué le risque de perte ou de recul de la souveraineté nationale, dissoute dans l'unité et la diversité européennes. Le thème de la transition numérique a également animé les débats. Il faut savoir que l'Estonie est l'un des États membres les plus avancés dans ce domaine. C'est le seul pays au monde où 99 % des services publics sont disponibles en ligne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. En Estonie, les seules démarches que l'on ne peut pas accomplir en ligne sont le mariage, le divorce et les transactions immobilières. En revanche, on peut par exemple déclarer avant son mariage que l'on souhaite prendre le nom de famille de son futur conjoint et recevoir les documents nécessaires à cet effet. Tout se fait alors en ligne, à l'exception de la signature du mariage.

Pays pionnier dans la transition numérique, la cybersécurité et les voitures autonomes, l'Estonie a pris avec succès le tournant du vote en ligne et permet même aux citoyens qui résident à l'étranger d'exprimer leur voix.

Lors de la conférence GoTech World 2022, grand-messe des professionnels de l'informatique et du numérique qui se tient en Roumanie, Kersti Kaljulaid, première femme à devenir présidente de la République d'Estonie, a expliqué à Euronews: «Le système de signature électronique repose sur un identifiant numérique qui permet de signer, d'authentifier et de chiffrer des documents en ligne. Cela ne requiert rien d'autre que son passeport numérique.»

L'Estonie étant frontalière de la Russie et la Roumanie se situant à côté de l'Ukraine, les étudiants étaient particulièrement préoccupés par la guerre entre la Russie et l'Ukraine et par le fait que les États membres limitrophes risquent de se retrouver entraînés dans un conflit armé. Ils voulaient en savoir plus sur les mesures que la Commission européenne prend pour protéger les États membres contre une éventuelle attaque armée, sur l'aide humanitaire et les autres formes d'assistance apportées à l'Ukraine, ainsi que sur les relations UE-Russie. J'ai donc parlé des mesures prises par la Commission, des sanctions qui frappent la Russie et de la résolution adoptée par le Parlement européen.

Maria Gabriela Zoană
S&D, Roumanie (2018-2019)
av_zoana@yahoo.com



Maria Gabriela Zoană lors de sa conférence sur le campus en Estonie à l'Université de Tallinn, le 17 février 2023.

LES RELATIONS ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET L'UKRAINE EN TEMPS DE GUERRE

ACADÉMIE KYIV MOHYLA, UKRAINE | 20 FÉVRIER 2023 | EN LIGNE

J'avais déjà pris part à bien des conférences et débats de par le monde, y compris dans des lieux insolites et potentiellement dangereux, mais jamais encore je n'avais été averti par les organisateurs que mon intervention était susceptible d'être interrompue par un raid aérien. Je participais ce jour-là à une conférence en Ukraine, organisée avec le soutien de l'AAD, et portant sur les relations entre l'Union européenne et l'Ukraine en temps de guerre. Par chance, ni mon intervention ni la séance de questions-réponses qui s'en est suivie n'ont été perturbées par les bombes et les missiles de M. Poutine. Mais cette anecdote illustre bien le courage et la résilience du peuple ukrainien, de ces enseignants-chercheurs et de ces étudiants qui étaient prêts à assister à une conférence, alors que le monde qui les entoure risquait d'être, au premier sens du terme, réduit en miettes.

J'ai constaté en Ukraine une impatience manifeste et bien compréhensible face au temps qui est mis à prendre des décisions capitales en matière de livraison de matériel militaire demandé par les autorités ukrainiennes. Le dernier exemple en date est celui de la controverse sur la livraison de chars. La même impatience a suscité un débat similaire autour de la livraison d'avions de combat. Pourquoi les nations occidentales sont-elles si lentes

à prendre les décisions qui s'imposent? Cette interrogation touche au cœur du débat: le fonctionnement de l'Union en temps de guerre. J'ai pu constater que la politique étrangère et de sécurité commune avait mieux fonctionné que l'on ne pouvait s'y attendre – et à vrai dire, plus efficacement que lors de précédents conflits impliquant des nations de l'Union. L'Union européenne a parlé haut, sur le sujet ukrainien, en prenant une série de résolutions pour affirmer son soutien et promettre qu'elle «[soutiendrait] l'Ukraine et le peuple ukrainien contre la guerre d'agression actuellement menée par la Russie aussi longtemps qu'il le [faudrait]». Mais à Kiev, me semblait-il bien, l'entourage présidentiel a le sentiment que les paroles de l'Union n'ont pas été suivies d'effet et qu'un fossé sépare la rhétorique européenne et la réalité des engagements concrets, du moins en matière militaire. Certes, l'Union européenne a apporté une aide humanitaire, politique, financière et militaire, tout en mettant en place un large éventail de sanctions économiques. J'ai constaté également, en tant qu'ancien collègue, que les députés au Parlement européen ont été continûment à l'avant-garde du soutien à l'Ukraine, en approuvant un prêt de 18 milliards d'euros pour 2023.

Pour autant, j'ai vu que tout cela restait insuffisant aux yeux des dirigeants ukrainiens. Pourquoi? Le volet politique étrangère de la politique étrangère et de sécurité commune, qui comprend l'adoption d'orientations politiques, d'initiatives et de résolutions, fonctionne, traditionnellement, bien. Ce qui fait défaut, c'est un engagement concret en vue de la mise en place d'une politique de défense commune, qui mette en pratique ce qui a été convenu en principe.

Les différents États membres de l'Union, à l'instar de la quasi-totalité des nations souveraines, se réservent jalousement la prérogative de décider quand ils engagent leurs forces armées sur un théâtre militaire et celle d'autoriser l'utilisation de leur matériel militaire. Le déploiement des forces armées d'un pays et l'utilisation de son matériel militaire sont fondamentalement des questions de politique intérieure. Il appartient aux pays d'exporter le matériel militaire qu'ils ont fabriqué ou acheté. La décision de l'exportation de matériel revient aux capitales des États membres et ne peut être aujourd'hui prise au niveau de l'Union à Bruxelles. Dans le cas des chars Leopard, de fabrication allemande, même les appareils supplémentaires détenus par la Pologne ne pouvaient être exportés sans l'accord préalable de Berlin.

Le courage des Ukrainiens a fait apparaître les limites pratiques de la coopération à l'échelle de l'Union en matière de défense et de sécurité. A l'heure où, dans la plupart des pays européens, le débat politique se concentre sur les affaires intérieures, sur les questions nationales liées à l'immigration, la santé et la croissance économique, l'exemple de l'Ukraine nous rappelle qu'aucun pays ou organisation internationale ne peut se permettre d'ignorer les menaces extérieures. Pour l'Union, cela signifie la nécessité d'élaborer une politique concrète de défense et de sécurité, qui ne soit pas automatiquement soumise aux impératifs de politique intérieure des différents États membres et qui puisse être mise en œuvre dès lors que le voisinage européen est menacé.

La guerre en Ukraine est aussi une guerre en Europe.

Geoffrey Hoon
SOC, Royaume-Uni (1984-1994)
geoff.hoon@outlook.com



ÉTAPES DIRECTRICES POUR LA PROCHAINE GÉNÉRATION DE CITOYENS PLUS INTELLIGENTS ET ENGAGÉS DANS UNE UE DURABLE

ALEXANDRU IOAN CUZA UNIVERSITÉ, ROUMANIE | 14 MARS 2023 | SUR LE CAMPUS



Jan Dhaene lors de sa conférence à l'Université Alexandru Ioan Cuza en Roumanie, 14 mars 2023

C'était la première fois depuis le début de pandémie de COVID qu'il était à nouveau possible de rencontrer des étudiants en personne.

Avant la pandémie, j'avais déjà effectué des missions dans le cadre du programme «PE to campus» en Pologne, en France et en Bulgarie. Or, j'ai vu que la Roumanie figurait sur la liste de l'AAD, et comme mon fils cadet est maintenant marié à une Roumaine, cela a attiré mon attention. Puis, le thème annoncé a également retenu mon intérêt: Nouvelles tendances de l'économie européenne. En revanche, je n'avais jamais entendu parler de cette université, ni de la ville de Iasi. Après une rapide recherche, j'ai découvert qu'il s'agissait de l'ancienne capitale historique du royaume de Moldavie. Une ville magnifique à l'histoire longue et mouvementée.

L'actuelle université Alexandru Ioan Cuza (UIAC) a été fondée en 1860 et a été la première université roumaine moderne. Sa bibliothèque est célèbre dans le monde entier.

J'y ai été accueilli par Constantin-Marius Apostoae et Irina Bilan, deux professeurs de la faculté des sciences économiques. J'ai pu séjourner à l'hôtel de l'université, à proximité du campus. Finalement, j'ai choisi le titre suivant pour mon intervention: «Guiding steps for the next generation of smarter and more engaged citizens in a Sustainable European Union» (Quelques principes clés pour une génération future de citoyens plus conscients et plus engagés). J'ai donc mis l'accent sur le pacte vert et le programme «Ajustement à l'objectif 55», mais aussi sur l'actualité: la loi sur les matières premières critiques et le règlement sur l'industrie à zéro émission nette. Je me suis également penché sur la concurrence avec les États-Unis en matière d'industrie verte, du fait de leur nouvelle législation, la loi sur la réduction de l'inflation, qui vise à lutter contre l'inflation et à rendre leur industrie plus verte.

Je voulais surtout dialoguer avec les étudiants parce qu'ils sont à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle. L'UE entend jouer un rôle de premier plan au niveau mondial pour mettre en œuvre l'accord de Paris sur le

climat et devenir le premier continent à zéro émission de CO2 d'ici à 2050. J'ai tenu à envoyer un message positif. Cette problématique n'a rien d'évident pour la Roumanie. Mais il y a aussi le programme de transition juste et le soutien aux régions et aux États membres en difficulté. Je voulais que ces jeunes sachent qu'ils sont inclus dans la nouvelle politique industrielle durable: le fait de ne laisser personne de côté.

J'ai organisé deux sessions pour une vingtaine d'étudiants, une le matin, et une autre l'après-midi. De nombreux étudiants moldaves ont assisté à la session de l'après-midi. S'ils sont sélectionnés, ils peuvent étudier en Roumanie. Ce sont des étudiants très motivés. La Moldavie aspire à rejoindre l'Union et est candidate à l'adhésion depuis 2022. J'ai participé aux élections de 2010 en tant qu'observateur pour l'OSCE et j'ai vu des manifestations de jeunes portant le drapeau européen. Des craintes existent que Moscou ne déstabilise le pays.

Il s'agit là d'une question géopolitique, puisque la Moldavie est voisine de l'Ukraine. L'UE devrait éviter de se voiler la face et intégrer la Moldavie dès que possible. C'est là une question urgente que l'AAD pourrait peut-être soulever. Cela changerait radicalement l'avenir de ces jeunes gens et la Moldavie deviendrait un partenaire commercial encore plus important pour la Roumanie. Mais d'un point de vue historique, cette région appartient également à l'Union européenne, comme en témoignent les nombreux monuments splendides que compte la ville de Iasi, située aux confins Est de l'Union européenne.

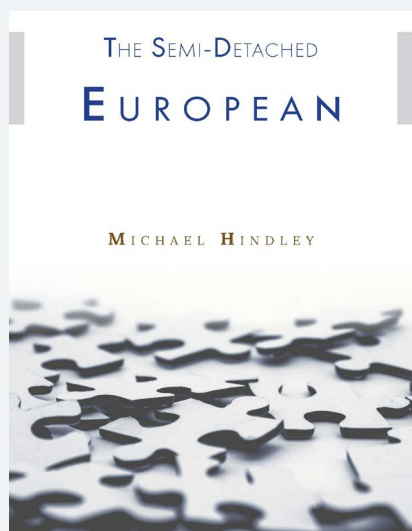
Jan Dhaene

Verts/ALE, Belgique (2002-2004)
jantedhaene@gmail.com



THE SEMI-DETACHED EUROPEAN

de **Michael Hindley**, publié par Manipal Universal Press (mai 2021)



La vie et la carrière de l'auteur de ce livre ont évolué parallèlement à l'histoire des relations entre le Royaume-Uni et l'Europe, tout au long de l'après-guerre. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il a suivi – d'abord en tant qu'étudiant, puis en tant qu'homme politique et professeur universitaire – les événements historiques, économiques, politiques, sociaux et psychologiques complexes qui lui ont suggéré le titre de cet ouvrage. Ce titre, «Semi-Detached European», fait parfaitement écho à l'idée d'une condition ambiguë à de nombreux égards, celle d'un Royaume-Uni qui n'a jamais entièrement intégré au concert européen, pas plus qu'il n'en est resté complètement en dehors.

J'ai lu d'un trait ce brillant travail de notre collègue Michael Hindley, que les événements de ces dernières années ont rendu encore plus pertinent et captivant. En effet, la pandémie a provoqué une séparation encore plus nette entre la Grande-Bretagne et l'Europe, surtout pour ceux qui, comme l'auteur, comptent

une partie de leur famille dans une Europe soudainement devenue inaccessible. Et qui, mieux que Michael Hindley, pourrait démontrer une connaissance approfondie de l'Europe? Passionné de culture et de langue allemandes, il est marié à une Polonaise depuis 1980, l'époque où le mouvement «Solidarność» vivait son apogée. Sa fille est mariée à un Italien, leurs deux enfants vivent à Turin et parlent italien. Aujourd'hui, Michael et sa femme passent une bonne partie de l'année en France. Il a mis ses études en littérature moderne et en droit humanitaire international au service de sa carrière au sein du Parlement européen. Son engagement, avec succès, en tant qu'écrivain et éditorialiste pour des quotidiens et magazines internationaux de premier plan en ont été la conséquence naturelle, tout comme les cours dispensés dans de nombreuses universités internationales.

Pourquoi a-t-il tenu à nous offrir ce livre sur un sujet aussi important, qui aujourd'hui encore donne lieu à des discussions animées tant au Royaume-Uni qu'en Europe? Il a voulu nous raconter les événements qui ont tout d'abord uni, puis séparé le Royaume-Uni et l'Europe avec le regard d'un observateur «étranger».

C'est ce que déclare l'auteur dans son introduction, en citant Robert Burns: «It is salutary and beneficial to see ourselves as others see us» (Il est salutaire et bénéfique de nous voir tels que les autres nous voient). C'est dans cet esprit qu'il parcourt successivement toutes les étapes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945, en passant par la crise de Suez de 1956, époque où le Royaume-Uni posa un premier

regard intéressé sur le succès rapide du «marché commun», pour conclure par les adieux à l'Union européenne en 2017.

L'auteur a vécu en tant qu'acteur 15 années de cette histoire, après son élection sur les bancs du Parlement européen en 1984. C'étaient les années des terribles combats entre la vision conservatrice de la Première ministre britannique Margaret Thatcher et le marché social défendu par Jacques Delors. L'auteur a ainsi été parmi les premiers témoins de l'adhésion de l'Espagne, du Portugal, de la Suède, de l'Autriche et de la Finlande, de l'adoption d'une monnaie unique, de la signature du traité de Schengen et de la chute du Mur de Berlin, signe avant-coureur de l'unification des deux Allemagnes. Toutes les tensions liées au rôle du Royaume-Uni dans la transformation de l'Europe, du «marché commun» à l'Union européenne, sont analysées avec beaucoup de finesse, de lucidité historique et de précision. La lecture permet d'apprécier des données historiques, sociales et économiques claires, souvent méconnues.

Le référendum de 2016, voulu par le premier ministre britannique de l'époque, David Cameron, et qui devait l'aider à contrôler l'insatisfaction d'une aile de son parti vis-à-vis des politiques européennes ainsi qu'à endiguer la fuite de ses électeurs en direction du parti nationaliste et populiste (UKIP), en plein essor, est lui aussi analysé de manière détachée, sobre et ouverte aux discussions historiques présentes et futures.

Isabella De Martini

CRE, Italie (2013-2014)

isabella.demartini@outlook.it

ÉVÉNEMENTS À VENIR



ACTIVITÉS

16

JUIN 2023

Conférence hybride de haut niveau "L'UE peut-elle tirer des leçons de son expérience ?"

Le vendredi 16 juin, l'AAD co-organise une conférence hybride de haut niveau avec les Archives historiques du Parlement européen et INDIRE Erasmus +. L'événement sera retransmis en direct ici : bit.ly/ExperienceEU-16June.

6

JUILLET 2023 &

14

SEPTEMBRE 2023

Librorum (en ligne)

Le jeudi 6 juillet de 17h00 à 18h15, **Jean-Claude Martinez**, membre de l'AAD, présentera son dernier livre "Le grand livre de la civilisation du Maroc" lors d'un événement en ligne Librorum. Le jeudi 14 septembre de 17h00 à 18h15, **Francisca Sauquillo**, membre de l'AAD, présentera sa dernière publication dans "Tiempo de paz".

28-29

SEPTEMBRE 2023

Visite de l'AAD à Paris

Du jeudi 28 au vendredi 29 septembre, l'AAD organise une visite d'étude à Paris. De plus amples informations sur la visite et l'ouverture des inscriptions seront communiquées prochainement par courrier, sur les réseaux sociaux de l'AAD et sur le site web de l'AAD.

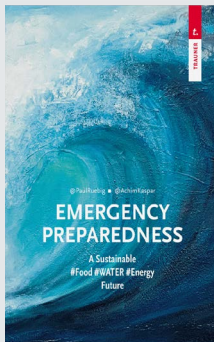
19-20

OCTOBRE 2023

Visite de l'AAD en Espagne

A l'occasion de la Présidence du Conseil de l'UE, l'AAD organise du jeudi 19 au vendredi 20 octobre une visite en Espagne. De plus amples informations sur la visite et l'ouverture des inscriptions seront communiquées prochainement par courrier, sur les réseaux sociaux de l'AAD et sur le site web de l'AAD.

PUBLICATIONS DES MEMBRES DE L'AAD



"EMERGENCY PREPAREDNESS" DE PAUL RÜBIG (2023)

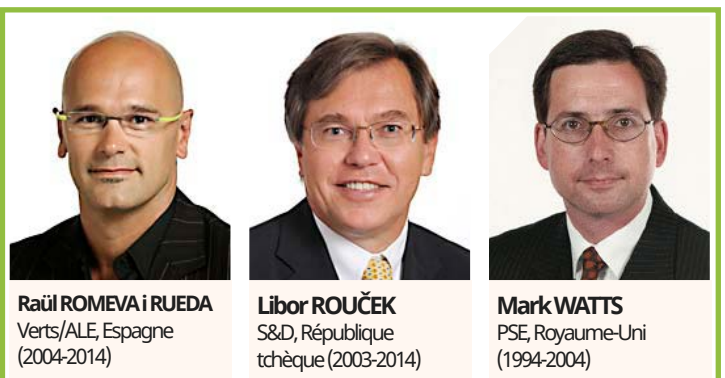
La demande en eau, l'un des besoins fondamentaux de la vie, augmente plus rapidement que la population mondiale. L'agriculture et d'autres industries deviennent des consommateurs d'eau encore plus intensifs, le changement climatique a déjà eu des effets considérables dans le monde entier et la concurrence entre les différents groupes d'utilisateurs s'intensifie au fil du temps. Dans le même temps, des milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'eau potable ni à des services d'assainissement gérés en toute sécurité. Mais nous pouvons apprendre à faire mieux. Pour ce faire, les essais de ce livre évaluent les défis actuels et soulignent la nécessité d'une plus grande efficacité de l'eau et d'une innovation technologique axée sur le client dans différents domaines. Ils proposent également des solutions, des exemples de bonnes pratiques et des réponses à certaines des questions les plus urgentes en matière de gestion de l'eau dans le monde. Le dialogue sur les défis actuels de la gestion de l'eau et des eaux usées ne fait que commencer et doit être mis en avant pour avoir une chance d'avoir un avenir durable dans le domaine de l'eau.

NOUVELLES DES MEMBRES

Jo Leinen a été élu Senior Fellow de la Fondation pour les études européennes progressistes (FEPS).

"En tant que rapporteur responsable de la législature 2004-2009 pour le statut des fondations politiques européennes, c'est un plaisir de travailler dans ce domaine. législature 2004-2009 pour le statut des fondations politiques européennes, c'est un plaisir de travailler dans ce groupe de réflexion progressiste pour les idées et les solutions européennes", a déclaré Jo Leinen. de réflexion progressiste pour les idées et les solutions européennes", a déclaré Jo Leinen. L'accent est mis sur trois priorités : la démocratie, le climat et le le multilatéralisme".

NOUVEAUX MEMBRES





Bruxelles, 4 mai 2023

Cher Membre,

Re: RESULTAT DES VOTES

Veillez trouver ci-dessous les résultats détaillés des votes qui ont eu lieu lors de l'Assemblée générale annuelle de l'Association le 4 mai 2023.

1) Élection pour les 5 membres du Conseil d'administration :

Les membres suivants ont été élus dans l'ordre ci-dessous et vont faire partie du Conseil d'administration pour une période de deux ans, jusqu'à l'Assemblée générale de 2025:

1. Teresa RIERA MADURELL
2. Godelieve QUISTHOUDT-ROWOHL
3. Michael HINDLEY
4. Manuel PORTO
5. Miguel Angel MARTINEZ MARTINEZ

159 votes ont été enregistrés, un étant déclaré non-valide, ce qui fait un total de 158.

2) Vote sur le rapport annuel 2022:

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Pour approuver le rapport annuel	143	0	1

159 votes ont été enregistrés, 15 étaient blancs, aucun n'étant non-valide ce qui fait un total de 144.

3) Vote sur les comptes annuels 2022:

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
Pour approuver les comptes annuels	143	1	0

159 votes ont été enregistrés, 15 étaient blancs, aucun n'étant non-valide ce qui fait un total de 144.

Suite à la démission de M. Pier Antonio Panzeri de l'Association en tant que membre du Conseil d'administration et de l'AAD, le vote sur la proposition d'exclusion de M. Panzeri est devenu sans objet et a été abrogé.

Nous voudrions saisir cette opportunité pour remercier tous ceux qui ont pris part à cette élection,

Meilleures salutations,

Renate HEINISCH

Scrutateur

Vitaliano GEMELLI

Scrutateur

L'AAD AU TRAVAIL

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Klaus
HÄNSCH



Monica BALDI



Jean-Pierre
AUDY



Teresa RIERA
MADURELL



Michael
HINDLEY



Miguel Angel
MARTÍNEZ
MARTÍNEZ



Edward
McMILLAN-
SCOTT



Manuel PORTO



Godelieve
QUISTHOUDT-
ROWOHL



Paul RÜBIG

BUREAU DE L'AAD

Président: **Klaus HÄNSCH**

Vice-présidente: **Monica BALDI**

Trésorier: **Jean-Pierre AUDY**

Secrétaire: **Teresa RIERA MADURELL**

LISTE DES RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité de rédaction du Bulletin de l'AAD: Mme Baldi (présidente), M Audy, M McMillan-Scott, Mme Riera Madurell et M Rübig.

PE au Campus: M Hindley (président), M Porto et Mme Quisthoudt-Rowohl.

Rélations avec la commission des budgets, DG Finance: M Audy.

Dîner Débat: Mme Baldi.

Délégués au Bureau de l'Association européenne des anciens membres (FP-AP): M Martínez Martínez et Mme Riera Madurell. Si nécessaire, les membres seront remplacés par M Audy.

Communication de l'AAD: Mme Baldi (présidente) et M Hindley.

Délégués à l'Assemblée générale annuelle, séminaires et colloques de l'FP-AP: M Audy, M Martínez

Martínez et Mme Riera Madurell. Outre les délégués AAD ou leurs suppléants et en accord avec le FP-AP, d'autres membres du Conseil d'administration de l'AAD peuvent participer aux séminaires ou colloques annuels à leurs frais.

Rélations avec les associations d'anciens membres hors Europe:

M Martínez Martínez (président), M Audy, Mme Quisthoudt-Rowohl et Mme Isabella De Martini (membre de l'AAD à titre consultatif).

Séminaire annuel et relations avec les groupes de réflexion, les instituts politiques et les fondations: Mme Riera Madurell (présidente), Mme Baldi, Mme Quisthoudt-Rowohl et M Rübig.

Archives: Mme Baldi.

Groupe de travail sur le soutien à la démocratie et l'observation des élections: M McMillan-Scott (président), M Hindley, M Martínez Martínez et Mme Quisthoudt-Rowohl.

Rélations avec la Maison de l'histoire européenne: M Martínez Martínez.

Rélations avec l'Institut universitaire européen (IUE): Mme Baldi.

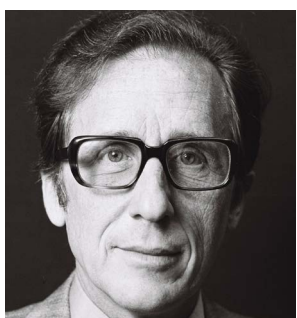
IN MEMORIAM



Ulrich IRMER

☞ 12 avril 2022
LD, Allemagne (1979-1984)

Il a été membre allemand du Parlement européen. Au niveau national, M. Irmer a représenté *Freie Demokratische Partei*.



Giorgio RUFFOLO

☞ 16 février 2023
SOC, PSE, Italie (1979-1983, 1994-2004)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M. Ruffolo a représenté *Democratici di Sinistra*.



Elena MARINUCCI

☞ 31 mars 2023
PSE, Italie (1994-1999)

Elle a été membre italienne du Parlement européen. Au niveau national, Mme Marinucci a représenté *Socialisti democratici italiani*.



Charles-Ferdinand NOTHOMB

☞ 19 avril 2023
PPE, Belgique (1979-1980)

Il a été membre belge du Parlement européen. Au niveau national, M. Nothomb a représenté *Parti social-chrétien*.



Guido SACCONI

☞ 2 mai 2023
PSE, Italie (1999-2009)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M. Sacconi a représenté *Partito Democratico*.



Tom SPENCER

☞ 4 mai 2023

PPE-DE, Royaume-Uni (1979-1984, 1989-1999)

Il a été membre britannique du Parlement européen. Au niveau national, M. Spencer a représenté le parti conservateur et unioniste.



Roberto CICCIOMESSERE

☞ 26 mai 2023

TDI, NA, Italie (1984-1989)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M. CiccioMessere a représenté *Partito radicale*.



Guido BODRATO

☞ 8 juin 2023

PPE-DE, Italie (1999-2004)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M. Bodrato a représenté *Partito popolare italiano*.



Silvio BERLUSCONI

☞ 12 juin 2023

PPE-DÉ, Italie (1999-2001, 2019-2022)

Il a été membre italien du Parlement européen. Au niveau national, M. Berlusconi a représenté *Forza Italia*.

José María GIL-ROBLES GIL-DELGADO

Ancien Président du PE (1997-1999) et de l'AAD (2006-2010)

☞ 13 février 2023

PPE, Espagne (1989-2004)

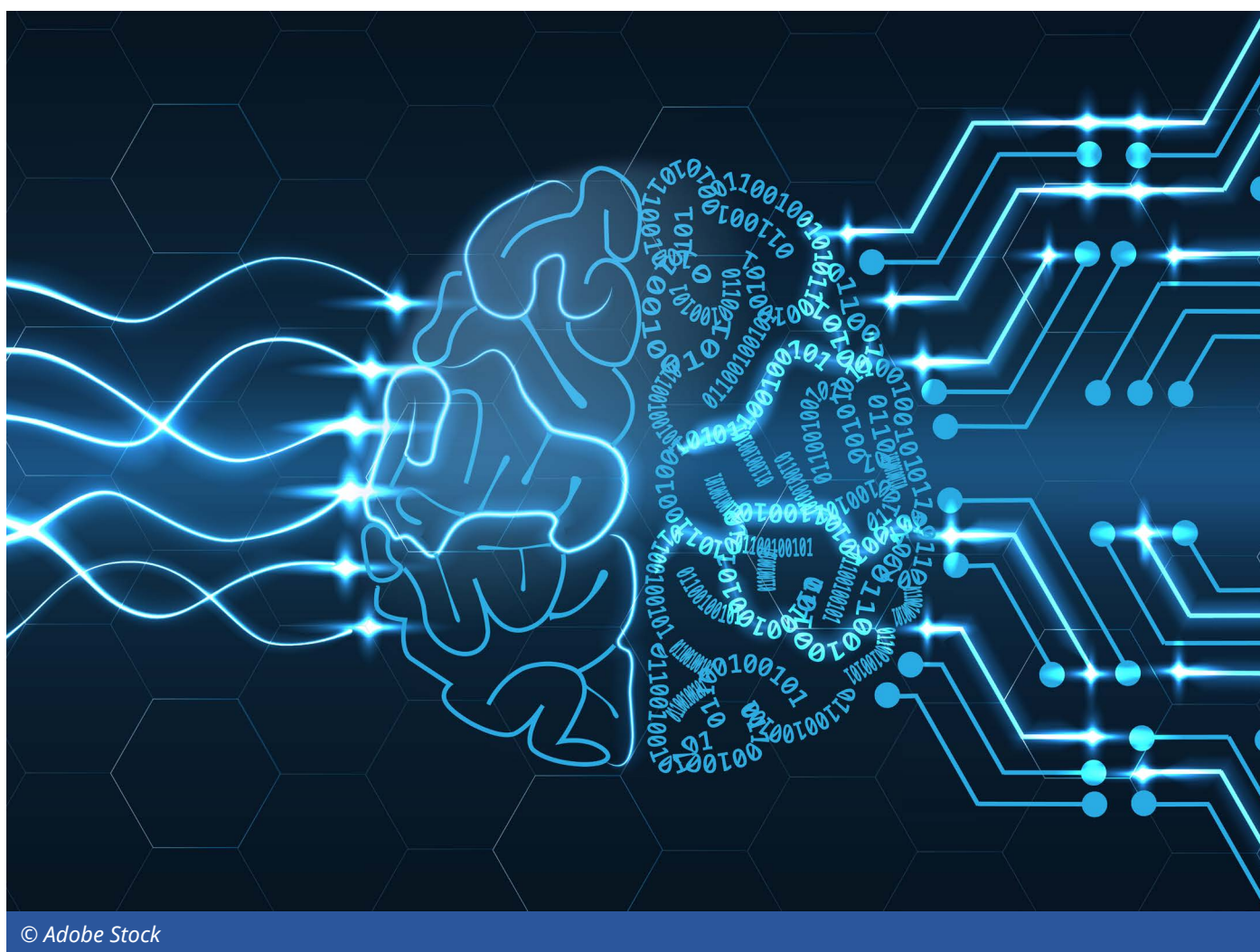
José María était un grand Européen : une figure emblématique de l'histoire européenne après la Seconde Guerre mondiale. Il a été un homme politique exceptionnel, un homme d'autorité, ouvert, intelligent et conciliant, capable d'allier une grande humanité à une grande fermeté et à un sens aigu de l'ironie.

Citation du Président de l'AAD, Klaus Hänsch, lors du service commémoratif de 2023.



JUMEAUX NUMÉRIQUES

TRANSITION NUMÉRIQUE ET
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



© Adobe Stock

OBSERVATOIRES NUMÉRIQUES MONDIAUX

COMMENT LES JUMEAUX NUMÉRIQUES PEUVENT CONTRIBUER À FAÇONNER NOTRE AVENIR COMMUN À UNE ÉPOQUE D'INCERTITUDES ET DE DÉSTABILISATION CROISSANTES

Dans quelle mesure l'informatique avancée ainsi que la conception et l'utilisation de jumeaux numériques peuvent-elles contribuer à façonner notre avenir commun à une époque qui se caractérise par des incertitudes croissantes et une déstabilisation de nos conditions de vie? C'est cette question qui a motivé l'organisation de la 6e conférence Gago sur la politique scientifique européenne, prévue les 23 et 24 octobre 2023 à Barcelone¹, dans l'optique de discuter des enjeux et des possibilités liés aux jumeaux numériques dans les domaines de la santé, de l'urbanisme et de l'environnement, de prendre en considération l'agentivité humaine², de placer les personnes au centre des préoccupations et de chercher à faire évoluer les comportements collectifs pour nous amener vers des sociétés plus sûres, plus saines et plus «collectivement» résilientes et coopératives.

¹ Pour plus de détails: <https://www.cienciaviva.pt/gagoconf/6th-edition>.

² Voir détails et définition sur PNUD (2022), <https://hdr.undp.org/content/human-development-report-2021-22>.

Le contexte

Les menaces récentes et inattendues qui pèsent sur notre sécurité commune et nos biens publics, y compris la santé publique, telles que la pandémie de COVID-19, l'essor du terrorisme numérique individuel et l'invasion russe de l'Ukraine, ont montré que nos sociétés ne sont pas aussi sûres que nous le pensions. Tout cela, combiné à la catastrophe climatique à laquelle nous sommes tous confrontés, aux prévisions démographiques et aux tensions liées à la rareté croissante de l'eau qui touchent les populations les plus vulnérables du monde, fait que nous sommes confrontés à des menaces sans précédent qui devraient susciter un appel clair à l'action. L'analyse montre clairement que toutes les prévisions pour les différentes sociétés du monde au cours des prochaines décennies seront fortement influencées par les tendances émergentes de la numérisation croissante de nos communautés et de nos économies.

Cela recouvre notamment l'importance croissante des pays du Sud à l'échelle planétaire et le rôle crucial de la coopération menée par l'Europe³

Bénéfices et menaces

Tandis que les avantages et les inconvénients de l'observation et de la gouvernance numériques fondées sur des réseaux numériques centralisés et décentralisés continuent de faire l'objet de nombreuses incertitudes, qui appellent des débats techniques et politiques approfondis, le recours à l'informatique avancée, aux réseaux numériques décentralisés et au contrôle des chaînes de blocs n'est que partiellement immunisé contre les biais. Les algorithmes de la chaîne de blocs encouragent et, en fin de compte, privilégient les participants qui ont accès à un plus grand nombre de nœuds, c'est-à-dire les plus actifs d'entre eux. L'intelligence artificielle (IA) peut nous aider à modéliser les flux d'information et à distinguer les modes d'utilisation critique des différents participants. Ces pratiques peuvent alors contribuer à définir les paramètres qui régissent le comportement des algorithmes de la chaîne de blocs.

Toutefois, l'utilisation de plus en plus massive des innovations fondées sur l'IA n'échappe pas à des interrogations supplémentaires, car «son pouvoir de nous faire agir de la manière qu'elle prédit réduit notre capacité humaine à modeler notre avenir»⁴.

³ Cf. la plateforme K4P Alliances, <https://k4palliances.com/>.

⁴ Helga Nowotny (2021), *"In AI we Trust: power, Illusion and Control of predictive algorithms"*, Polity Books



Logo de la conférence Gago, organisée cette année les 23 et 24 octobre 2023 © Ciência Viva

Autrement dit: en prédisant notre comportement, les systèmes d'IA peuvent finir par le modifier. Par conséquent, il convient de renforcer la sagesse humaine collective afin que les questions réglementaires émergentes pour une ère caractérisée par l'essor du numérique contribuent à promouvoir des approches critiques de l'IA, avec une vision et une imputabilité claires quant à ses limites et à ses finalités, ainsi qu'en matière de responsabilité⁵. Cela exige de repenser le discours d'un progrès focalisé sur la technologie, d'embrasser et de tirer parti de l'incertitude, ainsi que de renoncer au fantasme du contrôle de la nature et à l'illusion d'une domination techno-centrée des innovations fondées sur l'IA⁶.

Un enjeu se dégage nettement: celui des tensions qui apparaissent entre les développeurs ou promoteurs de ces technologies et l'élaboration des politiques par les humains, que la négociation de compromis doit venir éclairer. Mais, avant toute chose, ce phénomène requiert une approche transdisciplinaire des comportements collectifs⁷ et la prise en compte de l'«agentivité humaine» dans différents domaines de l'économie, de la philosophie, du droit, des recherches en sciences et en technologie, de l'histoire et de la sociologie, afin d'intégrer à la réflexion tous les ingrédients nécessaires à l'émergence d'une ère numérique décentralisée et aux innovations fondées sur l'IA.

5 Thelisson, E., Morin, J.-H., Rochel, J. (2019), "AI Governance: digital responsibility as a building block", 2 DELPHI 167

6 Karamjit S. Gill (2022), recension, "Nowotny 2021: In AI we trust", AI& Society, janvier 2021
7 Voir, par exemple, les travaux de Bak-Coleman et al. (2021), "Stewardship of global collective behavior", Proceedings of the National Academy of Sciences, 21 juin 2021.

Le débat politique

Grâce à Joseph Henrich (2016)⁸, entre autres, nous savons que nos «cerveaux collectifs» sont issus de la synthèse de nos caractéristiques culturelles et sociales et que des sociétés plus vastes et plus interconnectées produisent davantage de «savoirs spécialisés» (know-how). Ce débat se justifie également par le fait que la crise climatique est probablement le plus grand défi auquel l'humanité est confrontée. Si l'accord de Paris est sans doute «l'accord en matière de santé le plus important du XXIe siècle»⁹, il ne saurait y avoir de développement durable sans que soient garantis les droits de tous. Les actions futures doivent tenir compte du lien entre les indicateurs de l'«empreinte écologique» et ceux relatifs à l'«empreinte sociale» (c'est-à-dire la pauvreté, les inégalités et la violation des droits fondamentaux). Cela implique de changer et de développer des économies vertes et bleues et des sociétés plus saines. Il s'agit de modifier nos habitudes quotidiennes et nos habitudes de travail, ainsi que nos villes, nos transports, l'agriculture et l'industrie, de manière à parvenir à un équilibre entre le carbone émis dans l'atmosphère et le carbone qui en est retiré. Cet équilibre, également appelé neutralité carbone, se produira lorsque la quantité de carbone que nous émettrons dans l'atmosphère ne dépassera pas la quantité éliminée.

En axant l'observation et la gouvernance numériques sur nos comportements collectifs émergents, nous pourrions garantir la durabilité des populations, parallèlement à leur droit de se développer.

8 J. Henrich (2016), "The secret of our success: how culture is driving human evolution, domesticating our species, and making us smarter", Princeton University Press.
9 OMS (2021).

Cela signifie qu'il faudra faire preuve d'un «humanisme numérique» et veiller à une approche transdisciplinaire des jumeaux numériques afin de favoriser des vies plus saines et le développement de territoires durables et en bonne santé. Aborder l'évolution technologique comme un bien public commun permettra aux citoyens de faire partie intégrante des évolutions futures. Une telle approche aidera les décideurs politiques à mieux comprendre comment les observatoires numériques peuvent être utilisés pour renforcer l'efficacité des services publics en leur permettant de fonctionner sans discontinuité, en réduisant la bureaucratie numérique et en rendant aux citoyens leur capital le plus précieux, à savoir leur temps. En outre, elle orientera de nouvelles options stratégiques visant à renforcer la gouvernance et la réglementation des réseaux numériques décentralisés, y compris ceux du secteur public, en garantissant des règles de conduite rigoureuses dans toutes les pratiques du secteur, en améliorant son efficacité et en fournissant un meilleur service à ses usagers.

Manuel Heitor

Centre de recherche sur l'innovation, la technologie et les politiques, IN+ @ IS Técnico, Université de Lisbonne; ancien ministre des sciences, de la technologie et de l'enseignement supérieur du Portugal, 2015-2022; ancien secrétaire d'État aux sciences, à la technologie et à l'enseignement supérieur du Portugal, 2005-2011. mheitor@tecnico.ulisboa.pt

Teresa Riera Madurell

Centre de calcul à haute performance de Barcelone, BSC-CNS; Université des Îles Baléares (UIB); ancienne députée européenne. S&D, Espagne (2004-2014) trierama@gmail.com

LES JUMEAUX NUMÉRIQUES



© Adobe Stock

L'on peut décrire les jumeaux numériques comme des copies numériques d'actifs, de systèmes ou de processus réels qui apprennent en permanence et auxquelles on peut demander d'exécuter des requêtes à des fins précises¹. Dès le début des années 1960, la NASA créait des répliques numériques de systèmes. L'une des premières était une réplique d'Apollo 13 qui simulait les conditions de vol en temps réel afin d'assurer la réussite de la mission. Le concept de «jumeau numérique» a été défini pour la première fois en 2003 par Michael Grieves et Joan Vickers dans les travaux qu'ils ont menés à la NASA².

Cette dernière l'a redéfini en 2012 comme la simulation intégrée multi-physique, multi-échelle et probabiliste d'un système qui reflète la vie de l'objet correspondant en se fondant sur un modèle physique, sur les données passées et sur celles que transmettent en temps réel des capteurs. Le concept de jumeau numérique a depuis gagné en popularité,

¹ <https://www.digitalurbantwins.com>
² https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-319-38756-7_4

mais il fait l'objet de définitions et d'approches variées. Ces différentes interprétations recouvrent aussi bien la reproduction du fonctionnement global d'un objet physique grâce à son jumeau numérique, y compris la possibilité de le manipuler, que, dans une acception plus large, la capacité à anticiper l'état futur d'un système complexe en utilisant des simulations et des techniques fondées sur l'intelligence artificielle (IA). Les jumeaux numériques utilisent à la fois des données réelles, notamment des caractéristiques physiques et comportementales, et des données de synthèse pour reproduire fidèlement un environnement, un objet ou une personne sous forme de simulation, l'objectif étant de pouvoir l'étudier et exécuter des scénarios. Cette technologie est par exemple utilisée dans le cadre des villes intelligentes ou de la médecine de précision. Couplés à l'intelligence artificielle, les jumeaux numériques permettent de dérouler des scénarios hypothétiques et d'établir des prévisions fondées sur les données disponibles. De nos jours, un jumeau numérique est une représentation virtuelle, fondée sur l'IA, des caractéristiques

et du comportement d'un objet physique, utilisée pour étudier cet objet et en prédire le comportement sans devoir mener des expériences dessus. En général, plus l'utilisation du jumeau numérique est proche de celle de l'objet qu'il reproduit, plus sa représentation sera précise. Cette technologie revêt une importance scientifique de taille et permet de mener d'ambitieux projets, à l'instar du jumeau numérique européen de l'océan (JNO européen), destiné à fournir des descriptions de l'océan qui soient cohérentes, haute résolution et multidimensionnelles. Il reproduit ainsi les dimensions physique, chimique, biologique, socioécologique et économique et l'océan, et ses prévisions peuvent couvrir de quelques saisons à plusieurs décennies³.

Par ailleurs, les jumeaux numériques appliqués à des systèmes plus complets tels que les interactions humaines ou socio-économiques, par exemple dans le cas des villes intelligentes, relèvent davantage de la projection et de la simulation. Lorsque les citoyens occupent une place importante au sein du jumeau numérique, il est parfois nécessaire d'accéder à des quantités considérables de données personnelles sensibles afin de créer des jumeaux numériques toujours plus détaillés.

Cela soulève des questions qui touchent au RGPD. Une conception et un déploiement responsables sont donc essentiels. Le respect de la vie privée et la protection des

³ https://research-and-innovation.ec.europa.eu/funding/funding-opportunities/funding-programmes-and-open-calls/horizon-europe/eu-missions-horizon-europe/restore-our-ocean-and-waters/european-digital-twin-ocean-european-dto_en

données à caractère personnel comptent parmi les principales questions d'éthiques que posent les jumeaux numériques.

Au cours de la prochaine décennie, les jumeaux numériques, l'internet des objets, la 5G et l'informatique de périphérie devraient être à l'origine d'améliorations majeures en matière de conception et de fonctionnement de systèmes complexes, jouant ainsi un rôle crucial sur les marchés industriels (industrie 4.0). Le recours aux jumeaux numériques présente de nombreux avantages: évaluation des risques plus rapide, temps de production réduit, plus grande efficacité, meilleure collaboration au sein des équipes, recours à la maintenance prédictive ou encore télésurveillance en temps réel. L'Europe investit pour aider les PME à adopter des jumeaux numériques, afin qu'elles rationalisent leurs processus de production et qu'elles soient en mesure de prédire les prochaines pannes de machines et les besoins de maintenance⁴. En 2011, Marc Andreessen a publié dans le Wall Street Journal un article majeur intitulé «Why Software Is Eating The World»

⁴ <https://digitbrain.eu>

(En quoi les logiciels dévorent-ils le monde?)⁵. Aujourd'hui, il n'est pas exagéré de dire que l'intelligence artificielle dévore les logiciels. L'IA et les jumeaux numériques bouleversent en effet le développement de logiciels et les essais. Les jumeaux numériques enrichis de technologies fondées sur l'IA peuvent constituer un précieux outil permettant aux décideurs d'accélérer et d'améliorer les processus décisionnels ainsi que d'optimiser les activités qu'ils supervisent. Grâce aux jumeaux numériques, il est possible d'essayer virtuellement de nouvelles technologies, de simuler des comportements, d'atténuer les risques et d'améliorer le retour sur investissement dans plusieurs secteurs ou en matière de planification urbaine. Ainsi, les villes de Barcelone et de Bologne travaillent ensemble afin de créer leurs jumeaux numériques⁶; Helsinki, Rotterdam et Rennes Métropole souhaitent également développer les leurs⁷.

⁵ <https://www.wsj.com/articles/SB10001424053111903480904576512250915629460>

⁶ https://www.barcelona.cat/infobarcelona/en/tema/city-council/agreement-with-bologna-to-develop-urban-digital-twins_1193911.html

⁷ <https://eurocities.eu/latest/ctrlaldelete-borders/>

Le marché européen des jumeaux numériques était estimé à 900 millions d'euros en 2019 et devrait connaître une croissance spectaculaire, avec un taux de croissance annuel moyen supérieur à 30 % entre 2020 et 2026, pour atteindre une valeur supérieure à 8,1 milliards d'euros⁸.

Plusieurs initiatives européennes encouragent activement le recours aux jumeaux numériques. Le programme pour une Europe numérique⁹ devrait soutenir l'augmentation prochaine du nombre de jumeaux numériques locaux grâce à des financements. Il conviendra également de légiférer sur le déploiement de cette technologie

Prof. Ulises Cortés

Université polytechnique de Catalogne

Centre de calcul de Barcelone
ia@cs.upc.edu

⁸ <https://www.ashvin.eu/2022/04/15/the-digital-twins-market-an-overview/>

⁹ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/activities/work-programmes-digital>



© Adobe Stock

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU-DELÀ DU PHÉNOMÈNE DE MODE: FAIRE RIMER INNOVATION ET RESPONSABILITÉ SOCIALE

Les derniers développements de l'intelligence artificielle (IA) ont suscité un engouement des médias et du grand public. Les machines tirent parti de l'IA pour percevoir, classer, analyser, établir des inférences, agir, et surtout, apprendre des données et de l'expérience. Elle nous permet de générer du texte, de créer de l'art, de prendre des décisions complexes et, de plus en plus, elle peut remplacer l'humain pour des tâches qui, jusque-là, étaient hors de portée des machines. À la lecture des descriptions de l'IA dans les médias, nous sommes portés à croire qu'il s'agit de quelque chose de magique, capable de résoudre tous les problèmes auxquels l'humanité s'expose. L'IA n'a cependant rien de magique: c'est un artefact, un système mis au point par nous, des humains, qui créons l'IA. Elle ne sort pas de nulle part, pas plus qu'elle ne peut déterminer son propre but.

Alors que les systèmes d'IA s'immiscent dans notre quotidien et sont accessibles au public, l'un

des principaux enjeux consiste à en tirer les conséquences sociales, légales et éthiques. À quel moment utiliser un système d'IA et qui devrait prendre cette décision? Que signifie «décider» pour un système d'IA? Quelles sont les conséquences morales, sociétales et légales des actions et décisions de tels systèmes? Qui devrait être tenu (pour) responsable des décisions prises par un système d'IA? Comment contrôler ces systèmes lorsque leurs capacités d'apprentissage les ont transformés au point qu'ils ne gardent parfois qu'un lien très distant avec ce pour quoi ils ont été conçus à l'origine?

Afin de veiller à ce que les applications d'IA se placent au service de l'humanité et de l'amélioration du bien-être et de la durabilité environnementale, les systèmes d'IA doivent être présentés de manière à inspirer confiance, dans le respect des humains et des droits civils. Autrement dit, nous devons tenir compte des conséquences

éthiques, légales et sociétales des applications d'IA en plus de leur apport économique et de leur innovation technologique. Les efforts actuels en faveur d'une réglementation, notamment de l'Union, constituent un moyen parmi d'autres de relever ce défi. Toutefois, il convient de garder en tête que la réglementation, à elle seule, ne suffira pas et qu'une réglementation mal ciblée peut être pire que tout.

Tout d'abord, il convient d'avoir à l'esprit que les systèmes d'IA n'existent pas dans un monde à part, mais qu'ils s'insèrent toujours dans un contexte social, technique et organisationnel où des règles, réglementations et procédures préexistantes peuvent et doivent s'appliquer pour développer et utiliser l'IA. Autrement dit, le développement et l'utilisation de l'IA sont déjà réglementés. Ensuite, le discours selon lequel la réglementation s'opposerait à l'innovation les met tous deux en péril.



© Adobe Stock

De fait, l'innovation n'est pas une course, mais une occasion d'explorer. Il n'y a pas de date limite ni de ligne d'arrivée. La réglementation, l'éthique ou la responsabilité ne sont pas des contraintes à l'innovation mais des panneaux, des balises qui indiquent la direction à suivre. Pour cela, les législateurs, les développeurs, les utilisateurs et les personnes concernées doivent travailler ensemble à l'élaboration des régulations. La créativité est nécessaire pour innover tout en conciliant algorithmes optimisés et décisions plus adaptées, tout en étant plus équitables, inclusives et durables, efficaces et explicables, pertinentes et durables.

Nombre de ces questions ne relèvent pas de l'ingénierie et ne peuvent se résoudre par un calcul. L'IA, en tant que champ scientifique, est intrinsèquement multidisciplinaire. Pour innover, il est nécessaire de faire converger toutes les disciplines, tous les groupes, toutes les différences. La réglementation peut être une étape.

La réponse de la société et de nos systèmes à ces questions déterminera, en grande partie, notre niveau de confiance et, en dernier ressort, les effets de l'IA sur notre société et sur sa propre existence. La transformation numérique, et en particulier l'utilisation de l'IA, questionnent le contrat social et présentent à la fois des risques et des opportunités pour la démocratie. La question n'est pas de savoir si l'IA nous contrôle mais qui l'utilise pour nous contrôler et nous influencer. En l'état, la démocratie idéale repose sur le droit des individus à disposer d'eux-mêmes. En aliénant ce droit, l'IA pourrait peser sur le processus démocratique. Pour le meilleur comme pour le pire.



© Adobe Stock

Certes, il devient de plus en plus compliqué de connaître nos institutions démocratiques et de leur faire confiance tandis que la manipulation d'information, les robots et les filtres algorithmiques distordent de plus en plus la représentation de la société telle qu'elle se donne à voir dans les médias en ligne. Malgré tout, l'IA peut émanciper les citoyens et renforcer la responsabilité démocratique. Des mesures stratégiques sont nécessaires pour faire de la transformation numérique un atout au service du bien commun démocratique.

Une IA responsable n'implique pas simplement de développer des systèmes dignes de confiance, mais de garantir une confiance individuelle et mutuelle pour une utilisation responsable du système.

Prof. Dr. Virginia Dignum
*Professeure responsable
d'intelligence artificielle à
l'Université d'Umeå en Suède
virginia@cs.umu.se*

“La transformation numérique, et en particulier l'utilisation de l'IA, questionnent le contrat social et présentent à la fois des risques et des opportunités pour la démocratie. La question n'est pas de savoir si l'IA nous contrôle mais qui l'utilise pour nous contrôler et nous influencer.”

Enfin, au préalable, une formation et un enseignement intensifs sont une condition fondamentale pour faire confiance au développement et à l'utilisation de l'IA.

DE GRANDS JUMEaux NUMÉRIQUES INQUIÉTANTS

Le nouveau venu est différent de ses prédécesseurs. Il – ou elle – est à la fois charmant et suffisamment insidieux pour nous faire croire qu’il nous ressemble. Il est charmant lorsqu’il veut nous contenter. Il est insidieux lorsqu’il ment et déçoit, comme nous le faisons. Avant son arrivée, nous pensions connaître les jumeaux numériques: des répertoires de tissus, d’ADN ou de cellules spéciales pour des interventions qui seraient impossibles autrement; des modèles de simulation de «ce qui se passerait si» le projet de construction d’une autoroute urbaine était abandonné face à l’insistance de «Last Generation». Nombre de ces jumeaux sont des simulations dans des systèmes complexes, qui permettent par exemple de suivre en temps réel un embouteillage qui se forme ou un ouragan en approche et de lancer une alerte en cas de danger potentiel. Comme je l’explique dans mon livre, nous sommes en train de créer un monde numérique miroir, peuplé de jumeaux numériques. Les satellites, capteurs et caméras placés sur terre, sous terre, dans le ciel ou dans la mer fournissent des données utiles pour surveiller la dégradation de l’environnement ou l’exploitation minière illicite. Ils permettent la reconnaissance faciale (illégale), les diagnostics médicaux ou encore la modélisation des chaînes d’approvisionnement dans le but d’étudier comment éviter leur perturbation.

Le nouveau venu est un jumeau numérique lui aussi, mais différent des autres. C’est un jumeau numérique mystérieux, conçu pour nous faire croire que nous communiquons avec un autre être humain. Il répond en groupant des mots selon une approche



probabiliste pour former des séquences certes sémantiquement et syntaxiquement correctes, mais dont il ne connaît ni l’exactitude ni le sens. S’appuyant sur un énorme corpus de textes et d’images issus d’internet et sur une combinaison innovante d’apprentissage non supervisé et d’apprentissage par renforcement, ce grand jumeau numérique, modulé par des millions de paramètres de styles d’écriture et de tons, nous donne l’illusion de communiquer avec un être humain. Ses performances continuent de surprendre les spécialistes. Sa propension aux erreurs et aux «hallucinations» suscite de vives inquiétudes parmi le public et les décideurs politiques. Son potentiel à engendrer de futurs profits entraîne une concurrence féroce: peu importent les conséquences pourvu de coiffer les rivaux au poteau. Le grand jumeau numérique n’est plus seul. Ils sont désormais nombreux et envahissent l’économie, notre vie quotidienne et le monde sociopolitique.

Certaines inquiétudes qui en découlent sont bien connues: les pertes d’emplois potentielles, cette fois parmi les professionnels et

la classe moyenne, le manque de transparence, puisque les grandes entreprises gardent précieusement les informations sur l’origine de leurs données et des algorithmes qu’elles déploient, la crainte de la surveillance et de la fraude à caractère criminel, ainsi que le renforcement des préjugés et de la discrimination. Cette fois, l’enjeu est encore plus grand. Non pas, comme veulent nous faire croire les signataires de la lettre ouverte sur l’intelligence artificielle, parce que «des esprits de plus en plus puissants, que personne ne peut contrôler» prendront le pouvoir, mais plutôt parce que nous avons besoin d’une plus grande transparence et d’un discours public sur les risques réels. Les grands jumeaux numériques sont des alliés puissants dans les mains de ceux qui savent les utiliser. Ils peuvent lancer de grandes campagnes de désinformation, cibler des profils individuels et manipuler les émotions du public pour atteindre leurs objectifs. La production de fausses informations et la mise au point d’escroqueries ou de logiciels malveillants personnalisés peuvent être portées à un niveau industriel et automatisées.

Bien entendu, les jumeaux numériques ont aussi des avantages. Ils peuvent permettre aux entreprises d'accroître leur productivité, nous forcer à repenser et à réinventer le fonctionnement de notre système éducatif ou nous aider à redéfinir notre système de santé grâce à de meilleurs diagnostics et à l'interconnexion des données de santé pour de meilleurs résultats thérapeutiques. Ils suscitent de nouvelles questions fascinantes sur les capacités cognitives humaines, par exemple lorsqu'un grand jumeau numérique effectue des opérations arithmétiques comme le ferait un bon mathématicien, mais d'une manière inconnue des mathématiciens humains.

Le plus grand risque réside dans la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains de quelques grandes entreprises, qui engendre un déséquilibre inquiétant au niveau des processus démocratiques et des institutions, ainsi que l'érosion de la sphère publique. La capacité croissante des plateformes numériques à cibler l'opinion publique, à la manipuler et à la polariser constitue une menace sérieuse pour les sociétés démocratiques ouvertes.

La concurrence féroce que se livrent les géants de la technologie pour s'approprier des parts de marché entraîne une augmentation des investissements privés, au détriment des investissements publics. Les établissements universitaires se retrouvent marginalisés en matière de ressources, de talents humains et d'accès aux données. Or, ces éléments sont nécessaires pour surveiller, améliorer et façonner un écosystème numérique pluraliste qui permette aux citoyens de participer véritablement à une société démocratique ouverte.

“Le plus grand risque réside dans la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains de quelques grandes entreprises, qui engendre un déséquilibre inquiétant au niveau des processus démocratiques et des institutions, ainsi que l'érosion de la sphère publique.”

Les grands jumeaux numériques, dont vous connaissez désormais les noms et les propriétaires, ne peuvent être laissés aux mains de quelques entreprises puissantes. Ils doivent devenir un bien public, gouverné démocratiquement et au bénéfice de tous.

Cette contribution est basée sur mon livre «In AI We Trust. Power, Illusion and Control of Predictive Algorithms», Polity Press, 2021 et sur la déclaration intitulée «Statement of the Digital Humanism Initiative on ChatGPT», mars 2023, <https://dighum.ec.tuwien.ac.at/statement-of-the-digital-humanism-initiative-on-chatgpt/>

Prof. Helga Nowotny

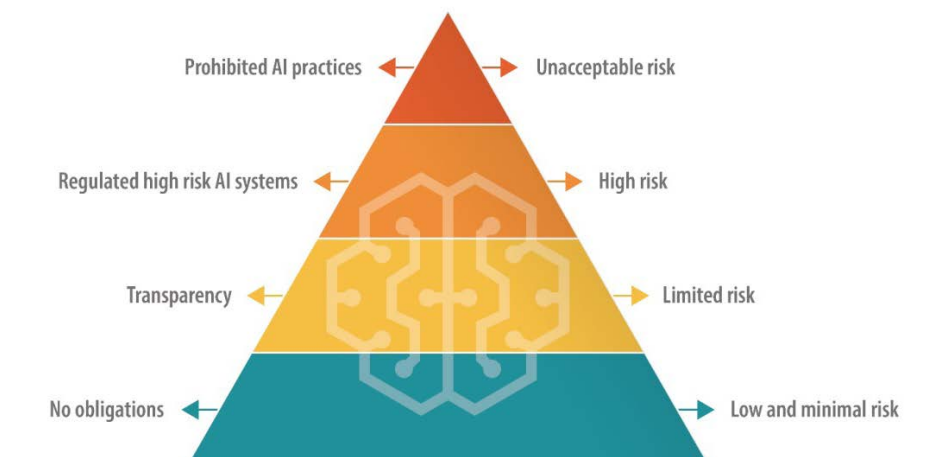
Professeure émérite d'études scientifiques et technologiques, ETH Zurich. Ancienne présidente du Conseil européen de la recherche (2010-2013)
Helga.Nowotny@wwtf.at

La législation sur l'intelligence artificielle

La Commission européenne a dévoilé en avril 2021 une nouvelle proposition de cadre réglementaire de l'UE sur l'intelligence artificielle (IA). Le projet de loi sur l'IA est la toute première tentative d'adopter une réglementation horizontale de l'IA.

Le cadre juridique proposé se concentre sur l'utilisation spécifique des systèmes d'IA et les risques associés. Le 14 juin 2023, les députés ont adopté leur position de négociation sur l'intelligence artificielle (IA) dans le projet de mandat de négociation, préparé par les commissions du marché intérieur (IMCO) et des libertés civiles (LIBE).

© Salle de presse du PE, 2023
(Ref. : 20230609IPR96212)



© Commission européenne / Briefing du PE : Acte sur l'intelligence artificielle (Union européenne, 2022)



European Parliament
**FORMER MEMBERS
ASSOCIATION**

Association des Anciens Députés au Parlement Européen

Tél.: + 32(0)2 284 07 03
formermembers@europarl.europa.eu

Parlement européen - Bât. József Antall 02Q073
Rue Wiertz, B-1047 Bruxelles.

www.formermembers.eu

Suivez-nous

 @EuroparlFMA

 @Europarl_FMA